



Déclassifié*

AS/Jur (2021) 31

10 décembre 2021

fdoc31 2021

Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Abolition de la peine de mort dans les États membres et observateurs du Conseil de l'Europe¹, au Bélarus et dans les pays dont les parlements ont un statut coopératif² – état des lieux

Note d'information révisée

Rapporteur général : M. Vladimir VARDANYAN, Arménie, Groupe du Parti populaire européen

1. Introduction

1. Désigné Rapporteur général sur l'abolition de la peine de mort lors de la réunion de la commission du 8 décembre 2020, j'ai eu l'honneur de poursuivre le travail remarquable de M. Titus Corlățean (Roumanie, SOC), M. Yves Cruchten (Luxembourg, SOC), Mme Meritxell Mateu Pi (Andorre, ADLE), Mme Marietta Karamanli (France, SOC), Mme Marina Schuster (Allemagne, ADLE) et, avant elle, Mme Renate Wohlwend (Liechtenstein, PPE/DC)³.

2. Le présent document reprend la note d'information précédente en la mettant à jour pour tenir compte de l'évolution de la situation depuis octobre 2020, examinée à la réunion de la commission du 14 octobre 2020 (tenue par visioconférence).

3. Après un bref aperçu du cadre juridique international et européen, cette note présente la situation actuelle dans les États qui ont aboli la peine de mort uniquement pour les crimes de droit commun, dans ceux qui prévoient la peine de mort dans leur législation mais ne l'appliquent pas et dans ceux qui l'appliquent effectivement. Elle porte uniquement sur les États membres du Conseil de l'Europe (la Fédération de Russie), les États observateurs (États-Unis d'Amérique, Japon et Israël), les États dont les parlements ont le statut de « partenaires pour la démocratie », le Kazakhstan⁴ et le Bélarus, État qui souhaitait se rapprocher du Conseil de l'Europe. Depuis mars 2012, les rapporteurs généraux de l'Assemblée parlementaire ont réagi aux exécutions et aux condamnations à la peine de mort dans ces États en faisant des déclarations publiques ou en proposant l'adoption par la commission de déclarations dénonçant la peine capitale comme un châtiment inhumain et dégradant. C'est un honneur pour moi que de poursuivre ce travail. En conséquence, depuis ma

* Document déclassifié par la Commission le 7 décembre 2021.

¹ Y compris l'État d'Israël, dont le Parlement (la Knesseth) bénéficie du statut d'observateur.

² C'est-à-dire les « partenaires pour la démocratie » (les parlements de la Jordanie, du Maroc et du Kirghizistan ainsi que le Conseil national palestinien) et le Kazakhstan (qui jouit d'un statut coopératif sur la base d'un accord de coopération signé en 2004).

³ Voir aussi son rapport sur « La peine de mort dans les États membres et observateurs du Conseil de l'Europe – une violation des droits de l'homme » [Doc 12456](#), ainsi que la [Résolution 1807 \(2011\)](#) de l'Assemblée sur ce sujet, adoptée le 14 avril 2011.

⁴ Le Kazakhstan est notamment partie à plusieurs conventions du Conseil de l'Europe et son Parlement a signé un accord de coopération avec l'Assemblée en 2004. Pour plus de précisions sur sa coopération avec le Conseil de l'Europe, voir la [Résolution 2193 \(2017\)](#) de l'Assemblée sur les relations du Conseil de l'Europe avec le Kazakhstan, adoptée par la Commission permanente le 24 novembre 2017.

prise de fonction, j'ai fait plusieurs déclarations condamnant, entre autres, les exécutions qui ont eu lieu aux États-Unis d'Amérique et la condamnation à la peine capitale prononcée au Bélarus et des déclarations concernant d'autres problèmes liés à l'abolition de la peine de mort apparus, dans différents pays, au cours de mon mandat.

2. Le cadre juridique international et européen et la pratique des États

4. En droit international, l'article 6 du Pacte international des droits civils et politiques (PIDCP) consacre expressément le droit à la vie, considéré comme inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa vie. Il mentionne, dans son paragraphe 2, l'obligation de respecter le droit des traités et les garanties procédurales applicables aux exécutions dans les États non abolitionnistes qui peuvent uniquement prononcer la peine de mort « pour les crimes les plus graves ». Cette peine « ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent ». Le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP visant à abolir la peine de mort prévoit l'abolition de cette peine en toutes circonstances, même pour les crimes les plus graves ou en cas de guerre⁵. Cependant, un État membre du Conseil de l'Europe – la Fédération de Russie – n'a pas adhéré à ce protocole, alors que l'Arménie l'a ratifié le 18 mars 2021⁶. En outre, l'article 37 a) de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant prohibe la peine capitale pour les personnes âgées de moins de 18 ans. La communauté internationale a également adopté de nombreux textes qui interdisent l'usage de la peine de mort⁷. Par exemple, selon certaines résolutions du Conseil économique et social des Nations-Unies, une femme enceinte, la mère d'un jeune enfant ou les personnes handicapées ou frappées d'aliénation mentale ne doivent pas non plus être exécutées⁸. Les limitations à l'utilisation de la peine de mort en temps de guerre sont également incluses dans les dispositions du droit international humanitaire (DIH), en particulier dans les deux Conventions de Genève : relative au traitement des prisonniers de guerre (troisième Convention de Genève) et relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, toutes deux adoptées le 12 août 1949⁹.

5. Le cadre régional, notamment européen, est davantage protecteur. Au sein du Conseil de l'Europe, outre le droit à la vie garanti par l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme (« la Convention »), le Protocole n° 6 à la Convention signé le 28 avril 1983 et entré en vigueur le 1^{er} mars 1985 abolit la peine de mort en temps de paix. Il a été ratifié par 46 États membres (la Fédération de Russie l'ayant seulement signé)¹⁰. Le Protocole n° 13 à la Convention signé le 3 mai 2002 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 2003 abolit quant à lui la peine de mort en toutes circonstances. Ce dernier a été signé et ratifié par quarante-quatre États membres. L'Azerbaïdjan et la Fédération de Russie n'ont pas encore signé le protocole, tandis que l'Arménie l'a signé mais ne l'a pas encore ratifié¹¹. Même si la peine de mort n'est pas entièrement interdite à la lumière de l'article 2 de la Convention, l'évolution de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (« la Cour »), en particulier à propos de l'article 3 de la Convention, lequel interdit la torture et les traitements ou les peines inhumains ou dégradants, montre que la reconnaissance explicite de cette peine est devenue presque obsolète. Ainsi, selon la Cour, les obligations des États parties à la Convention et ses protocoles interdisent aussi l'extradition ou l'expulsion de personnes vers des pays où elles seraient menacées de la peine de mort. Une telle extradition ou expulsion constituerait alors une violation de l'article 3 de la Convention. Rappelons que dans l'arrêt *Soering c. Royaume-Uni* de 1989, la Cour a constaté une telle violation en raison de l'intention des autorités britanniques d'envoyer le requérant aux États-Unis, où il risquait de passer plusieurs années dans un « couloir de la mort » dans l'attente de son exécution¹². Dans l'arrêt *Öcalan c. Turquie* de 2005, la Cour a conclu qu'une application de la peine de mort prononcée à la suite d'un procès non équitable était contraire à l'article 3 de la Convention et a estimé que le recours à la peine capitale

⁵ Adopté et proclamé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 44/128 du 15 décembre 1989.

⁶ Situation au 22 novembre 2021 : https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-12&chapter=4&clang=fr.

⁷ La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et huit résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU : résolution 62/149 (décembre 2007), résolution 63/168 (décembre 2008), résolution 65/206 (décembre 2010), résolution 67/176 (décembre 2012), résolution 69/186 (décembre 2014), résolution 71/187 (2016), résolution 73/175 (2018) et résolution 75/183 (2020).

⁸ Résolution 1984/50 : Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, 25 mai 1984 - Conseil économique et social de l'ONU. Résolution 1989/64 : Application des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort - Conseil économique et social de l'ONU.

⁹ En ce qui concerne les prisonniers de guerre, voir les articles 101, 102 et 107 de la troisième Convention de Genève et, en ce qui concerne les civils, voir les articles 68 et 75 de la quatrième Convention de Genève.

¹⁰ Au 22 novembre 2021. STE n° 114 ; <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list?module=signatures-by-treaty&treaty=114>.

¹¹ Au 22 novembre 2021. STE n° 187 ; <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list?module=signatures-by-treaty&treaty=187>.

¹² Arrêt du 7 juillet 1989, requête n° 14038/88.

en temps de paix était inacceptable¹³. Dans l'arrêt *Al-Sadoon et Mufdhi c. Royaume-Uni* de 2010, vu les avancées dans l'abolition de cette peine, elle a conclu pour la première fois que la peine de mort était un traitement inhumain et dégradant, indépendamment de circonstances dans lesquelles elle a été infligée ou appliquée (violation de l'article 3)¹⁴. En outre, dans l'arrêt *Al Nashiri c. Pologne*, qui concerne le transfert aux États-Unis d'un terroriste présumé malgré le risque qu'il puisse être condamné à mort, la Cour a conclu en particulier qu'il y avait eu violation des articles 2 et 3 de la Convention combinés avec l'article 1 du Protocole n° 6¹⁵. Dans le cadre de la surveillance de l'exécution de cet arrêt, le Comité des Ministres demande instamment à l'État polonais de s'assurer qu'une telle condamnation ne lui soit infligée aux États-Unis¹⁶. En mai 2018, la Cour a pu rendre un arrêt similaire dans l'affaire *Al Nashiri c. Roumanie*¹⁷.

6. Selon la Coalition mondiale contre la peine de mort (World Coalition Against the Death Penalty), 109 États ont complètement aboli la peine de mort¹⁸. Il s'agit de la quasi-totalité des États membres du Conseil de l'Europe, le Canada et le Mexique (États observateurs), le Kirghizistan, dont le parlement jouit du statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée, et le Kazakhstan. Huit pays ont uniquement aboli la peine de mort pour les crimes ordinaires, dont Israël (observateur à l'Assemblée), et vingt-huit États prévoient la peine de mort dans leur législation mais ne l'appliquent pas en pratique, dont le Maroc (son Parlement jouit du statut de partenaire pour la démocratie) et la Fédération de Russie. Ces 36 États sont abolitionnistes en pratique. Cela veut dire que 145 États au total, soit plus des deux tiers du monde entier, ont aboli la peine de mort en droit ou en pratique. Cinquante-cinq États pratiquent des exécutions, dont les États-Unis d'Amérique et le Japon (tous deux observateurs du Conseil de l'Europe), le Bélarus et la Palestine (dont le Conseil législatif jouit du statut de partenaire pour la démocratie). Depuis janvier 2017, quatre pays (la Mongolie, la Guinée et le Burkina Faso, ainsi que la Sierra Leone depuis octobre 2021) ont aboli la peine de mort pour tous les crimes, le Guatemala l'a abolie pour les crimes de droit commun uniquement et le Tchad pour les crimes terroristes (établissant ainsi une abolition complète) ; la Gambie et la Malaisie ont annoncé un moratoire sur les exécutions. En mai 2021, la Cour d'appel du Malawi a déclaré la peine de mort inconstitutionnelle, mais elle a annulé l'interdiction de la peine de mort dans une décision ultérieure, en août 2021¹⁹.

7. Selon le rapport d'Amnesty International « Condamnations à mort et exécutions 2020 »²⁰, publié le 21 avril 2021, au moins 483 personnes (dont 16 femmes) ont été exécutées dans le monde en 2020 ; on observe un recul général du nombre d'exécutions dans les pays qui appliquent la peine de mort, avec une diminution de 26 % par rapport à 2019 (au moins 657 exécutions), principalement en raison de la pandémie de Covid-19. Ce chiffre représente pour la troisième année consécutive le nombre d'exécutions le plus faible qu'Amnesty International ait constaté ces 10 dernières années²¹. Dix-huit États ont procédé en 2020 à l'exécution de condamnés. La majorité de ces exécutions ont eu lieu, par ordre décroissant, en Iran, en Égypte, en Irak et en Arabie saoudite ; ces quatre pays représentaient 88 % de toutes les exécutions connues. Il convient de noter que ces données ne tiennent pas compte de toutes les exécutions qui ont eu lieu en Chine, où les chiffres relatifs à la peine de mort sont toujours classés secret d'État et où il a probablement été procédé à des milliers d'exécutions en 2020. Elles ne comprennent pas davantage le nombre d'exécutions en Corée du Nord et au Vietnam, qui eux aussi appliqueraient largement la peine capitale²². Les exécutions sont pratiquées par décapitation, électrocution, pendaison, injection létale et par balle. Selon la Coalition mondiale contre la peine de mort, il a été procédé à au moins 2397 exécutions en 2021²³.

8. Le recours à la peine de mort en violation du droit international et des normes internationales s'est poursuivi en 2020. En Iran, au moins une exécution publique a été constatée et au moins trois personnes ont été exécutées pour des crimes commis avant l'âge de 18 ans. Amnesty International estime que des jeunes criminels sont restés en attente d'exécution aux Maldives et en Iran. Au Japon, aux Maldives, au Pakistan et

¹³ Arrêt du 12 mai 2005, requête n° 46221/99.

¹⁴ Arrêt du 2 mars 2010, requête n° 61498/08.

¹⁵ *Al Nashiri c. Pologne*, arrêt du 24 juillet 2014, requête n° 28761/11.

¹⁶ Voir la dernière décision du Comité des Ministres, adoptée à sa 1411^e réunion (DH) (14-16 septembre 2021) CM/Del/Dec(2021)1411/H46-24, ainsi que le rapport de notre ancien collègue de la commission, M. Constantinou Efstathiou (Chypre, SOC), sur la « Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme », qui examine cette question en détail, [Doc. 15123](#), paragraphe 4.4.

¹⁷ *Al Nashiri c. Roumanie*, arrêt du 31 mai 2018, requête n° 33234/12. Voir également la dernière décision du Comité des Ministres, adoptée à sa 1411^e réunion (DH) (14-16 septembre 2021), CM/Del/Dec(2021)1411/H46-26.

¹⁸ En juillet 2021 ; voir <https://worldcoalition.org/resources/the-death-penalty-worldwide/>.

¹⁹ V. Petkar, [Malawi Supreme Court reverses death penalty ban](#), 23 août 2021, p. 73.

²⁰ Amnesty International, [Condamnations à mort et exécutions 2020](#), 21 avril 2020, p. 8.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*, p. 9-10.

²³ Au 22 novembre 2021 ; <https://worldcoalition.org/>.

aux États-Unis, des personnes présentant un handicap mental ou intellectuel ont été condamnées à mort. Des condamnations à mort ont par ailleurs été prononcées par contumace au Bangladesh, en Palestine et en République démocratique du Congo²⁴. Des personnes ont été condamnées à mort à l'issue de procédures qui ne respectaient pas les normes internationales en matière de procès équitable (en particulier au Bahreïn, au Bangladesh, en Égypte, en Iran, en Irak, en Malaisie, au Pakistan, en Arabie saoudite, à Singapour, au Vietnam et au Yémen) et, dans certains pays, il est possible que des « aveux » arrachés par la torture ou par d'autres mauvais traitements aient servi à prononcer des condamnations à mort (au Bahreïn, en Égypte, en Iran et en Arabie Saoudite)²⁵.

9. En 2020, Amnesty International a recensé au moins 1 477 condamnations à mort (dont au moins 19 concernaient des femmes) dans 54 pays, ce qui représente une diminution par rapport à 2019 (2 307 condamnations dans 56 pays) et 2018 (2 531 condamnations dans 54 pays)²⁶. Quatre pays ont prononcé des peines de mort en 2020 après avoir marqué une pause²⁷ ; dans six autres pays, Amnesty International n'a pas constaté de nouvelles condamnations à mort²⁸. Fin 2020, au moins 28 567 personnes au total étaient sous le coup d'une peine capitale²⁹. Des peines de mort ont été commuées ou des condamnés graciés dans 33 pays (notamment au Maroc, au Japon et aux États-Unis d'Amérique) et au moins 18 détenus condamnés à mort ont été mis hors de cause pour le crime qui leur était reproché dans six pays (dont six aux États-Unis)³⁰. Selon la Coalition mondiale contre la peine de mort, 32 994 personnes se trouvent actuellement dans le couloir de la mort³¹.

3. La situation pays par pays

3.1. Fédération de Russie

10. Une fois devenue État membre du Conseil de l'Europe, la Fédération de Russie a tout d'abord signé en avril 1997 le Protocole n° 6 à la Convention. Mais le Parlement russe ne l'a toujours pas ratifié. En 2008, la Fédération de Russie a voté la Résolution des Nations Unies pour un moratoire mondial sur les exécutions. Depuis 1999, aucune exécution n'a eu lieu dans ce pays³². La Cour constitutionnelle russe a participé activement à l'abolition de facto de la peine de mort dans ce pays. Tout d'abord, elle a interdit en 1999 les condamnations à la peine de mort tant que le système des cours d'assises ne serait pas établi dans tout le pays. Au cours de l'automne 2009, la Cour suprême a demandé à la Cour constitutionnelle si la mise en place par la Tchétchénie d'un système de jury³³ prévu pour le 1^{er} janvier 2010 équivalait à une fin du moratoire et permettait par conséquent une reprise des condamnations³⁴. Par la suite, la Cour constitutionnelle a décidé le 19 novembre de la même année de proroger ce moratoire indéfiniment, considérant que ce processus « reflète une tendance du droit international et est conforme aux engagements pris par la Fédération de Russie ». À la suite de cette décision, 697 condamnations à mort ont été commuées en peines d'emprisonnement à perpétuité³⁵.

11. Le moratoire est une démarche qui vise à encourager l'abolition définitive de la peine de mort. Il ouvre la voie à l'abolition en droit, mais il peut être dangereux de le prolonger indéfiniment puisque la reprise des exécutions reste possible. La Thaïlande a par exemple repris les exécutions après un moratoire de six ans, à l'instar de Taiwan qui les avait reprises après un moratoire de cinq ans³⁶. La Fédération Russie connaît occasionnellement, comme de nombreux autres pays, la résurgence d'un débat sur le rétablissement de la peine de mort. Après les attentats du métro de Moscou en mars 2010, la commission des questions judiciaires et juridiques du Conseil de la Fédération a entrepris la rédaction d'un projet de loi visant à rétablir la peine de mort pour les organisateurs des attentats terroristes ayant causé de nombreux morts³⁷. En mars 2016 et juin

²⁴ *Ibid.*, p. 14.

²⁵ *Ibidem.*

²⁶ *Ibid.*, p. 12. Amnesty International ne disposait pas de chiffres officiels sur les condamnations à mort en Malaisie, au Nigeria et au Sri Lanka.

²⁷ Cameroun, Comores, Laos et Libye.

²⁸ Guyane, Maldives, Oman, Corée du Sud, Tanzanie et Ouganda.

²⁹ Amnesty International 2020, *op. cit.*, p. 13.

³⁰ *Ibid.*, p. 14.

³¹ Au 22 novembre 2021.

³² La Fédération de Russie a mis en place un moratoire sur les exécutions en août 1996, mais des exécutions ont eu lieu entre 1996 et 1999 en République tchèque. *Ibid.*, p. 49.

³³ Il s'agissait de la dernière république russe qui ne disposait pas encore de cour d'assises.

³⁴ [La Russie s'éloigne de la peine de mort](#), *Le Monde*, 19 novembre 2009.

³⁵ Amnesty International, *Condamnations à mort et exécutions 2010*, 28 mars 2011, p. 25.

³⁶ Penal Reform International, [La peine de mort : kit d'information](#), p.16.

³⁷ Kester Kenn Klomegah, [Death Penalty Lingers in Former Soviet Republics](#), IPS News, 5 avril 2010.

2017, la question de l'application de la peine capitale notamment vis-à-vis des terroristes a de nouveau été soulevée par certains parlementaires³⁸ et une proposition de loi visant à rétablir la peine de mort a été déposée par certains membres de la Douma. En novembre 2017, Ramzan Kadyrov, Président de la République tchétchène, a également appelé au rétablissement de la peine de mort pour les infractions terroristes³⁹. En mars 2018, un député russe a proposé de rétablir cette peine en cas d'ingérence dans des campagnes électorales⁴⁰. Cependant, le porte-parole de la présidence et la médiatrice russes ont affirmé que le gouvernement n'envisageait pas de suspendre le moratoire sur la peine capitale⁴¹. En octobre 2019, après la découverte du cadavre d'une fillette disparue de neuf ans, Lisa Kiselyova, de très nombreuses personnes ont appelé au rétablissement de la peine de mort pour la pédophilie et l'infanticide. Le 11 octobre 2019, M. Yevgeny Primakov, député à la Douma d'État, a demandé le rétablissement de la peine de mort⁴². Des déclarations publiques similaires concernant le rétablissement de la peine de mort ont été formulées par un député russe après la fusillade de l'école de Kazan en mai 2021⁴³ et par le chef de Roscosmos (Agence spatiale russe) au sujet de la corruption dans le complexe militaro-industriel russe en août 2021⁴⁴. Toutefois, Andrey Klishas, membre du Conseil de la Fédération, a souligné que la décision de la Cour constitutionnelle de 2009 restait en vigueur et qu'il n'était donc pas possible de rétablir la peine de mort⁴⁵. En outre, la Fédération de Russie a voté en faveur de la huitième résolution sur un moratoire sur l'application de la peine de mort lors de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue en décembre 2020⁴⁶.

12. Selon l'enquête indépendante du Centre Levada⁴⁷, en mai 2021, environ 41 % des Russes étaient favorables à l'idée de réintroduire la peine de mort « comme au début des années 1990 », ce qui représente une augmentation de 10 % du nombre de partisans de la peine de mort par rapport à 2015⁴⁸. L'Église orthodoxe russe s'oppose toutefois fermement au rétablissement de la peine de mort. Je rappelle qu'il est très important que la Fédération de Russie abolisse en droit la peine de mort, en particulier en ratifiant le Protocole n° 6 à la Convention et/ou en signant et ratifiant le Protocole n° 13.

3.2. États-Unis d'Amérique

13. Les États-Unis ont ratifié le Pacte International des droits civils et politiques le 8 juin 1992, en formulant une réserve sujet de l'article 6 qui consacre le droit à la vie, mais ils n'ont pas adhéré au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP visant à abolir la peine de mort. Depuis 1996, les États-Unis jouissent du statut d'État observateur au sein du Conseil de l'Europe. Parmi les 50 États fédérés américains, 23 (et le District de Columbia) ont aboli la peine de mort⁴⁹ et trois⁵⁰ ont décrété un moratoire sur les exécutions. En octobre 2018, la Cour suprême de l'État de Washington a déclaré inconstitutionnelle la législation de l'État relative à la peine de mort⁵¹. La Virginie a aboli la peine de mort pour toutes les infractions le 24 mars 2021⁵². Le Parlement de l'Ohio étudie actuellement deux projets de loi qui pourraient imposer une interdiction de la

³⁸ *Stay of execution? Russian MP proposes 'delayed death penalty' for convicted terrorists*, article publié dans Rossiyskaya gazeta, 13 juin 2017.

³⁹ RT, *Kadyrov proposes death penalty for terrorist recruiters*, 16 novembre 2017, www.rt.com/politics/410062-kadyrov-backs-tougher-punishment-for/.

⁴⁰ Moscow Times, [Russian Deputy Proposes Death Penalty for Foreigners Guilty of Election Meddling](http://www.moscowtimes.ru/news/2018/03/05/russian-deputy-proposes-death-penalty-for-foreigners-guilty-of-election-meddling/), 5 mars 2018.

⁴¹ Tass, *Kremlin does not discuss cancellation of freeze on capital punishment*, 15 juin 2017, www.tass.com/politics/951633; RT/Russia, *Death penalty moratorium will never be lifted – Russian ombudsman*, 1^{er} décembre 2017.

⁴² *Deputy says Russia must re-introduce death penalty after Liza Kiseleva murder*, article publié dans Crime Russia, 11 octobre 2019.

⁴³ [Russian MP called for the Return of the Death Penalty for the Murder of Children](http://oreanda.ru/news/2021/05/11/russian-mp-called-for-the-return-of-the-death-penalty-for-the-murder-of-children/), oreanda.ru, 11 mai 2021.

⁴⁴ [Bring back firing squads? Corruption in Russia's military-industrial complex should be punishable by DEATH, says space agency head](http://www.spaceagencyhead.com/news/2021/08/18/bring-back-firing-squads-corruption-in-russias-military-industrial-complex-should-be-punishable-by-death-says-space-agency-head/), RT, 18 août 2021.

⁴⁵ *The Federation Council announced the impossibility of lifting the moratorium on the death penalty*, article publié dans Forbes Russia, 14 mai 2021.

⁴⁶ Amnesty International 2020, p. 61.

⁴⁷ Le Levada Analytical Center (Centre Levada) a procédé à une enquête auprès de 1 616 personnes dans 40 régions de Russie entre le 24 et le 30 octobre 2019. Le Centre Levada est une organisation non gouvernementale russe de sondages. Pour de plus amples informations : <https://www.levada.ru/en/about-us/>.

⁴⁸ *Death penalty and crime*, Levada-Center, 13 juillet 2021

⁴⁹ Voir <https://deathpenaltyinfo.org/states-and-without-death-penalty> (au 22 novembre 2021).

⁵⁰ La Californie (depuis 2019), l'Oregon et la Pennsylvanie.

⁵¹ Voir *State c. Gregory*. La Cour suprême de l'État de Washington a conclu que le système de peine de mort de l'État était arbitraire et discriminatoire sur le plan racial.

⁵² [Virginia governor signs historic bill abolishing death penalty into law](http://www.cnn.com/2021/03/26/politics/virginia-governor-signs-death-penalty-law/), CNN, 24 mars 2021. Voir aussi ma déclaration du 26 mars 2021.

peine de mort⁵³. En septembre 2021, l'Utah a commencé à examiner un projet de loi visant à abroger la peine de mort ; le texte sera débattu lors de la session législative de 2022⁵⁴. En revanche, le Mississippi a programmé une nouvelle exécution pour novembre, pour la première fois depuis 2012⁵⁵, et en mars 2021, le Sénat de l'État du Wyoming a refusé d'adopter un projet de loi abrogeant la peine de mort⁵⁶.

14. Au niveau fédéral, après une interruption de 17 ans, 13 exécutions ont eu lieu sous la présidence de Donald Trump entre juillet 2020 et janvier 2021⁵⁷.

15. La première exécution fédérale a eu lieu le 14 juillet 2020, lorsque Daniel Lewis Lee, condamné pour meurtre familial, a été exécuté par injection létale au pénitencier fédéral de Terre Haute (Indiana). Il avait été décidé de surseoir à l'exécution en raison de recours déposés contre l'utilisation d'une substance unique (le pentobarbital) et des difficultés qu'il y avait à procéder à une exécution pendant la pandémie. Quelques heures avant l'exécution, la Cour suprême a rendu à la majorité de cinq juges contre quatre une décision non signée qui autorisait l'utilisation d'une substance unique et confirmait les décisions antérieures de la Cour suprême et des juridictions d'appel autorisant l'exécution de M. Lee, ainsi que celles de Wesley Purkey (condamné pour le viol et le meurtre d'une adolescente) le 16 juillet 2020 et de Keith Nelson (condamné pour le meurtre d'une fillette) le 28 août 2020. Dustin Lee Honken, condamné pour le meurtre de deux filles par le tribunal fédéral de l'Iowa, a été exécuté le 17 juillet 2020, alors que l'État de l'Iowa avait aboli la peine de mort en 1965⁵⁸. Le 26 août 2020, l'Amérindien Lezmond Mitchell a été exécuté pour des meurtres commis sur le territoire tribal des Navajos, ce qui a suscité un certain nombre de préoccupations au sujet de la souveraineté de la nation Navajo. La loi fédérale relative à la peine de mort de 1994 autorise en effet les autorités tribales à « opter » pour la peine de mort ; or, le procureur général a autorisé le ministère public à demander la peine de mort pour Mitchell alors même que la nation Navajo non seulement avait refusé d'opter pour cette peine, mais s'y était même farouchement opposée. Deux exécutions supplémentaires ont eu lieu en septembre 2020 : William Lecroy, condamné pour meurtre, a été exécuté le 22 septembre et Christopher Vialva, condamné pour le meurtre d'un couple commis lorsqu'il était âgé de 19 ans, a été exécuté le 24 septembre. Une exécution a eu lieu en novembre 2020 (exécution d'Orlando Hall le 19) et deux en décembre 2020 (exécution de Brandon Bernard le 10 et d'Alfred Bourgeois le 11). Lisa Montgomery, qui souffrait de troubles mentaux et avait été agressée sexuellement et physiquement par son père, a été exécutée le 13 janvier 2021⁵⁹. Les deux dernières exécutions ont eu lieu le 14 (Corey Johnson) et le 16 janvier 2021 (Dusting Higgins)⁶⁰. Au 1^{er} avril 2021, 46 personnes étaient détenues dans le couloir de la mort au niveau fédéral⁶¹. Au cours des 57 années précédentes, le gouvernement fédéral n'avait exécuté que trois personnes.

16. Le 1^{er} juillet 2021, le procureur général Merrick Garland a imposé un moratoire sur la peine de mort au niveau fédéral afin de revoir les dispositions qui régissent les exécutions⁶². Cette mesure a été saluée par l'Union européenne⁶³ et par moi-même⁶⁴. Toutefois, il reste à craindre que le moratoire ne couvre que les exécutions et ne concerne pas les condamnations à mort prononcées par les tribunaux, faisant ainsi augmenter le nombre de personnes détenues dans le couloir de la mort. Ce problème est particulièrement flagrant dans le cas de Djokhar Tsarnaev, auteur de l'attentat à la bombe du marathon de Boston, pour qui le ministère de la Justice continue de réclamer la peine de mort malgré le moratoire⁶⁵.

17. Toujours selon Amnesty International, fin 2020, 2 485 personnes, dont 48 femmes, étaient condamnées à la peine capitale aux États-Unis (la plupart en Californie, en Floride, au Texas, en Alabama et en Caroline

⁵³ [Advocates Remain Hopeful Ohio Will Abolish The Death Penalty](#), Statehouse News Bureau, 21 septembre 2021.

⁵⁴ [Utah legislature to consider 'repeal and replace' of death penalty](#), Fox 13, 8 septembre 2021.

⁵⁵ [Mississippi preps for 1st execution since 2012](#), Death Penalty Information Center, 25 octobre 2021.

⁵⁶ [Wyoming State Senate Defeats Bill to Repeal the Death Penalty](#), Death Penalty Information Center, 19 mars 2021.

⁵⁷ [US carries out last federal execution before Trump leaves](#), Deutsche Welle, 16 janvier 2021.

⁵⁸ [Federal Government Executes Corey Johnson, Who was Likely Intellectually Disabled, Without Any Judicial Review of His Eligibility for the Death Penalty](#), Death Penalty Information Center, 14 janvier 2021.

⁵⁹ [Lisa Montgomery: US executes only woman on federal death row](#), BBC, 13 janvier 2021. Voir aussi ma déclaration du 20 janvier 2021.

⁶⁰ [Dustin Higgs: Final execution of Trump presidency is carried out](#), BBC, 16 janvier 2021.

⁶¹ [Prisoners on Death Row as of April 1, 2021 \(per Death Row USA\)](#), Death Penalty Information Center, 1^{er} avril 2021.

⁶² [Moratorium on federal executions pending review of policies and procedures](#), procureur général Merrick Garland, 1^{er} juillet 2021.

⁶³ [US: Statement by the Spokesperson on halting federal executions](#), Peter Stano, 3 juillet 2021.

⁶⁴ [United States: the rapporteur on the abolition of the death penalty welcomes the announcement of the temporary halt of federal executions](#), 6 juillet 2021.

⁶⁵ [Supreme Court considers Boston Marathon bomber death sentence as Biden halts executions](#), Abc News, 13 octobre 2021.

du Nord)⁶⁶. Selon le Death Penalty Information Center, 2 508 personnes attendaient leur exécution au 1^{er} avril 2021. L'année 2020 a été la douzième année consécutive pendant laquelle les États-Unis ont été le seul pays du continent américain à procéder à des exécutions. Cela dit, le nombre d'exécutions et de condamnations à mort recensées dans ce pays a diminué en 2020 par rapport à 2019 ; le pays est ainsi resté dans les moyennes historiquement faibles de ces dernières années. Les exécutions étaient au nombre de 35 en 2014⁶⁷, 28 en 2015⁶⁸, 20 en 2016, 23 en 2017⁶⁹, 25 en 2018⁷⁰, 22 en 2019⁷¹ et 17 en 2020 (dont dix au niveau fédéral, trois au Texas, une en Alabama, une en Géorgie, une au Missouri et une au Tennessee)⁷². En 2021, dix exécutions ont déjà eu lieu, dont trois au Texas, une en Alabama, une au Missouri, une au Mississippi, une en Oklahoma et trois au niveau fédéral⁷³. Le nombre de condamnations à mort a considérablement diminué par rapport à 2019 : au moins 72 condamnations ont été prononcées en 2014, 52 en 2015, 32 en 2016, 41 en 2017, 45 en 2018, 35 en 2019 et 18 en 2020⁷⁴. Selon Amnesty International, ces diminutions s'expliquent en partie par les actions en justice qui ont entraîné la révision des protocoles d'injection létale, par les problèmes rencontrés par les États pour se procurer des substances pour les injections létales et par les retards causés par la pandémie de Covid-19. Un petit nombre d'États, principalement dans le sud du pays, concentrent la plupart des exécutions. En 2019, sur les 29 États non abolitionnistes, 11 n'avaient procédé à aucune exécution depuis au moins 10 ans⁷⁵. En 2020, le Texas est resté l'État qui a pratiqué le plus grand nombre d'exécutions, puisqu'elles représentent 18 % de l'ensemble des exécutions consignées. En outre, en 2020, des condamnations à mort ont été prononcées dans cinq États de moins qu'en 2019 (7 au total)⁷⁶.

18. Selon le Death Penalty Information Center, depuis juillet 2010, presque toutes les exécutions ont été effectuées par injection létale (à part un petit nombre d'exécutions par électrocution). Plusieurs États utilisent un mélange de trois produits, dont un anesthésiant ou un sédatif, un produit paralysant et une troisième substance destinée à arrêter le cœur. Néanmoins, ces dernières années, les États-Unis ont rencontré des difficultés à se procurer des produits à cette fin, notamment des anesthésiants. Ils ont recours en conséquence à des produits douteux, voire secrets, ou bien à des combinaisons expérimentales de substances – telles que le midazolam (un sédatif dont on ignore les véritables effets, voire l'origine), le pentobarbital ou le fentanyl (un opioïde utilisé comme antalgique). Cette difficulté s'explique en partie par le fait que certains groupes pharmaceutiques européens refusent d'exporter des produits à des fins d'exécution ou n'en ont plus le droit. Les conséquences de cette situation sont considérables : certains condamnés meurent dans d'atroces souffrances et pendant un temps anormalement long⁷⁷ ; les témoignages faisant état d'exécutions désastreuses sont nombreux et plusieurs cas démontrent que le personnel pénitentiaire n'est pas toujours compétent pour exécuter les décisions de condamnation à mort (voir, par exemple, le cas d'Alva Campbell⁷⁸ ou celui de Doy Lee Ham⁷⁹). En outre, dans le Tennessee, suite à la publication le 5 juillet 2018 d'un protocole révisé pour les injections létales, 33 détenus condamnés à mort ont engagé une action au civil en raison de l'imprécision des nouvelles dispositions qui régissent les exécutions au moyen d'un mélange controversé de produits, dont le midazolam⁸⁰. De surcroît, certaines sociétés pharmaceutiques ont même engagé les actions en justice à l'encontre des États qui utilisent leurs produits, dont le midazolam, au cours des exécutions⁸¹. Par exemple, en juillet 2018, une entreprise pharmaceutique américaine a engagé une action à l'encontre de l'État du Nevada et, par conséquent, l'exécution de Scott Raymond Dozier a ainsi été interrompue en septembre

⁶⁶ Amnesty International 2020, p. 17.

⁶⁷ Amnesty International, [Death sentences and executions in 2014](#), p. 4.

⁶⁸ Amnesty International, [Death sentences and executions in 2015](#), p. 12.

⁶⁹ Amnesty International, [Condamnations à mort et exécutions en 2017](#), p. 13.

⁷⁰ Amnesty International, [Condamnation à mort et exécutions en 2018](#), p. 9.

⁷¹ Amnesty International 2019, p. 15.

⁷² Amnesty International 2020, p. 17.

⁷³ Au 25 octobre 2021. Voir <https://deathpenaltyinfo.org/executions/2021>.

⁷⁴ Amnesty International 2020, p. 17.

⁷⁵ Californie, Caroline du Nord, Colorado, Kansas, Kentucky, Montana, Nevada, New Hampshire, Oregon, Pennsylvanie et Wyoming. Amnesty International 2019, p. 16.

⁷⁶ L'Alabama, la Géorgie, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie et la Caroline du Sud n'ont signalé aucune condamnation à mort en 2020.

⁷⁷ <http://www.deathpenaltyinfo.org/some-examples-post-furman-botched-executions?scid=8&did=478>.

⁷⁸ Voir la [déclaration](#) de M. Cruchten du 16 novembre 2017 sur l'exécution « ratée » d'Alva Campbell.

⁷⁹ Tracy Connor, [Lawyer describes aborted execution attempt for Doyle Lee Hamm as 'torture'](#), NBC News, 25 février 2018

⁸⁰ [Tennessee: Inmate's lawyers look for holes in lethal injection rules during penalty challenge, 13 juillet 2018, Death Penalty News.](#)

⁸¹ *Drug companies don't want to be involved in executions, so they're suing to keep their drugs out*, Washington Post, 13 août 2018.

2018⁸². En outre, en juillet 2021, le Nebraska⁸³ et le Nevada⁸⁴ ont tous deux confirmé qu'ils ne disposaient pas des substances nécessaires à l'exécution des condamnés à mort. L'action en justice engagée il y a six ans contre le protocole d'injection létale en Oklahoma a été relancée en juillet 2020 et a récemment atteint le stade du procès⁸⁵, sans que le tribunal suspende pour autant les exécutions déjà prévues⁸⁶. Dans leur demande, les détenus se fondaient sur de nouveaux éléments de preuve établissant que la méthode des triples substances prévue par l'État présentait « un risque important de douleur et de souffrance » ; ils affirmaient que le midazolam ne permettait pas de rendre le condamné insensible et présentait « un risque objectivement inacceptable de préjudice considérable », « certain ou très probable » ; ils contestaient les protocoles de formation « imprécis et incomplets »⁸⁷. Récemment, un détenu (John Grant) a vomi pendant une exécution en Oklahoma, mais le département des Services pénitentiaires a refusé de modifier son protocole d'exécution⁸⁸. Les tribunaux ont jusqu'ici rejeté toute contestation de l'utilisation du midazolam⁸⁹.

19. En 2008, la Cour Suprême des États-Unis avait déclaré constitutionnelles les injections létales et cette position a été réaffirmée également dans l'arrêt *Glossip c. Gross* de 2015, dans lequel elle a validé l'utilisation du midazolam⁹⁰. Certains États tentent de contourner la pénurie du produit habituellement utilisé pour les injections létales en testant de nouvelles substances (comme le fentanyl, qui a été utilisé pour la première fois dans un assemblage de quatre substances au Nebraska lors de l'exécution de Carey Dean Moore)⁹¹. D'autres États envisagent déjà de recourir à d'autres méthodes d'exécution. Depuis 2018, le Tennessee a rétabli l'électrocution comme option offerte au prisonnier. Similairement, en Caroline-du-Sud, il existe d'ailleurs un projet de texte visant à changer la méthode principale d'exécution⁹². La Louisiane a envisagé de réintroduire la pendaison, le peloton d'exécution ou l'électrocution⁹³, après le moratoire imposé en décembre 2018 par un tribunal fédéral⁹⁴. L'Alabama a demandé l'assistance d'une entreprise du Tennessee pour la mise au point d'un nouveau protocole (controversé) d'hypoxie à l'azote, qui prive le condamné d'oxygène⁹⁵. Le Mississippi et l'Oklahoma ont déjà autorisé cette méthode d'exécution⁹⁶ et, en Alabama, des détenus ont demandé à être exécutés de cette façon⁹⁷. En août 2021, l'Alabama et le Mississippi ont rendu publics de nouveaux protocoles d'exécution utilisant cette substance⁹⁸. En juin 2021, l'Arizona a fait connaître son intention d'utiliser sa chambre à gaz pour des exécutions⁹⁹. Enfin, certains États autorisent aussi la pendaison.

20. La pratique de la peine de mort aux États-Unis suscite également des préoccupations au regard des personnes exécutées. Bien que cela soit interdit aux États-Unis par le droit international et le huitième amendement de la Constitution nationale, le pays a exécuté à plusieurs reprises des condamnés à mort présentant selon toute vraisemblance des troubles mentaux. D'après certains chercheurs, un quart environ des personnes exécutées aux États-Unis avaient fait antérieurement l'objet d'un diagnostic de troubles

⁸² [Nevada delays its first execution in 12 years after a drug company objects](#), 12 juillet 2018, Death Penalty News and Judge stops Nevada from using drug in execution, Las Vegas Review-Journal, 28 septembre 2018.

⁸³ [Difficulty accessing lethal injection drugs as Nebraska death row adds new member](#), Death Penalty Information Center, 12 juillet 2021.

⁸⁴ [Nevada's execution drugs expiring as legal battle continues](#), Death Penalty Information Center, 4 juillet 2021.

⁸⁵ [Oklahoma Federal Court Rules that Death-Row Prisoners' Challenge to State's Lethal Injection Protocol May Proceed to Trial](#), Death Penalty Information Center, 13 août 2021.

⁸⁶ [Oklahoma does not need to delay planned executions, judge rules](#), Death Penalty Information Center, 10 octobre 2021.

⁸⁷ [Execution Lawsuits Settle in Arizona and California, as Prisoners Renew Lethal-Injection Protocol Challenge in Oklahoma](#), Death Penalty News, 6 août 2020.

⁸⁸ [Oklahoma won't change its death penalty protocol after execution of John Grant](#), Death Penalty Information Center, 31 octobre 2021.

⁸⁹ [Arkansas Federal Court Rejects Death-Row Prisoners' Challenge to State's Use of Midazolam in Executions](#), Death Penalty News, 4 juin 2020.

⁹⁰ [Indiana DOC doesn't have the drugs to execute death row inmates](#), Associated Press, 19 août 2019.

⁹¹ <https://deathpenaltyinfo.org/node/6180>

⁹² [Proposed SC bill would make electrocution main method of execution for death penalty inmates](#), WMBF News, 17 janvier 2019.

⁹³ [Electrocution, firing squads should be options for death penalty in Louisiana, AG Jeff Landry tells Gov. Edwards](#), KALB news, 25 juillet 2018.

⁹⁴ [Death sentences drastically decline: report says there was 'a sea change in public opinion'](#), The Advocate, 30 décembre 2018.

⁹⁵ [Sick and Shrouded in Secrecy: Alabama's Contract to Gas Humans to Death](#), Counterpunch, 5 novembre 2019.

⁹⁶ Washington Post, [Drug companies don't want to be involved in executions, so they're suing to keep their drugs out](#), 13 août 2018.

⁹⁷ [Alabama: 8 death row inmates request execution by nitrogen gas](#), The Associated Press, 11 juillet 2018.

⁹⁸ [Alabama, Mississippi Take Preparatory Steps to Resume Executions, Death Penalty Information Center](#), 11 août 2021.

⁹⁹ [Arizona botched purchase of gas chamber chemical in effort to resume executions: lawyers](#), Death Penalty Information Center, 5 juin 2021.

mentaux¹⁰⁰. Mon prédécesseur, M. Cruchten, en particulier, a aussi été très choqué de l'exécution de Charles Morva, atteint d'un handicap mental, dans l'État de Virginie le 6 juillet 2017¹⁰¹. Le 9 août 2018, le Tennessee a exécuté Billy Ray Irick qui présentait des symptômes de maladie mentale et qui, selon certains témoins, n'avait pas été suffisamment anesthésié¹⁰². En août 2019, le Tennessee a également exécuté par électrocution Stephen West, qui avait reçu en prison des soins de santé mentale¹⁰³. Wesley Ira Purkey, exécuté en juillet 2020 (voir plus haut), souffrait de schizophrénie et de démence¹⁰⁴. Le 5 octobre 2021, Ernest Johnson a été exécuté dans le Missouri. Son exécution a eu lieu en dépit des lésions du système nerveux causées par son syndrome d'alcoolisation fœtale et du fait que le pape François avait personnellement demandé un appel¹⁰⁵. Le 21 octobre 2021, l'Alabama a exécuté Willie B. Smith II, qui souffrait de graves déficiences cognitives¹⁰⁶. Toutefois, des évolutions positives peuvent également être observées. Le 26 avril 2021, les législateurs du Tennessee ont adopté un projet de loi permettant aux détenus condamnés à mort qui présentent un handicap mental de contester leur condamnation à mort ; le gouverneur a signé la loi le 11 mai 2021, empêchant ainsi l'exécution de Pervis Payne, qui présente un handicap mental¹⁰⁷. Une loi similaire est entrée en vigueur dans l'Ohio en avril 2021¹⁰⁸.

21. Jusqu'à l'arrêt rendu par la Cour Suprême dans l'affaire *Roper vs. Simmons*¹⁰⁹ en 2005, il était même procédé à l'exécution de personnes mineures au moment des faits¹¹⁰. Toutefois, en avril 2021, les procureurs du Kentucky ont cessé de demander la peine de mort pour les délinquants âgés de moins de 21 ans¹¹¹. Les États-Unis exécutent également des personnes de plus de 70 ans¹¹², des femmes¹¹³ et des ressortissants étrangers¹¹⁴, y compris ceux qui n'ont pas obtenu l'assistance consulaire à laquelle ils auraient droit selon la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, donc en violation du droit international¹¹⁵. Rappelons qu'en 2004 la Cour internationale de justice (CIJ), suite à une requête déposée par le Mexique, a condamné les États-Unis dans l'affaire *Avena*¹¹⁶ pour violation de la Convention de Vienne et a ordonné aux États-Unis de procéder au contrôle juridictionnel des condamnations prononcées contre 52 ressortissants mexicains. Néanmoins, le Texas a exécuté plusieurs ressortissants mexicains qui avaient été privés de protection consulaire¹¹⁷. Par exemple, malgré les appels lancés par les rapporteurs spéciaux des Nations Unies et la Commission interaméricaine sur les droits de l'homme, qui demandaient de renoncer à

¹⁰⁰ [Some Prisoners Executed Despite Mental Illness Diagnosis](#), MedPage Today, 28 octobre 2018.

¹⁰¹ Voir la déclaration de M. Cruchten du [13 juillet 2017](#).

¹⁰² [Tennessee executes Billy Ray Irick](#), *Tennessean*, 10 août 2018 ; « Tennessee execution: Billy Ray Irick tortured to death, expert says in new filing », eu.tennessean.com, 7 septembre 2018.

¹⁰³ [Tennessee executes Stephen West by electric chair](#), USA Today, 15 août 2019.

¹⁰⁴ [Wesley Ira Purkey executed in Terre Haute, 2nd man put to death this week](#), Indianapolis Star, 16 juillet 2020.

¹⁰⁵ [Ernest Johnson executed despite appeals from Pope Francis and politicians](#), CBS News, 5 octobre 2021. Voir aussi la réaction de l'Union européenne : [États-Unis: déclaration du porte-parole sur l'exécution d'Ernest Johnson dans l'État du Missouri](#), Peter Stano, 7 octobre 2021.

¹⁰⁶ [Alabama death row inmate is executed nearly 30 years after murder conviction](#), CNN, 22 octobre 2021.

¹⁰⁷ [Tennessee Legislature Passes Bill to Provide Death-Row Prisoners Court Review of Intellectual Disability Claims](#), Death Penalty Information Center, 27 avril 2021.

¹⁰⁸ [Death Penalty Information Center | Second Ohio Prisoner Taken Off Death Row Under New Serious Mental Illness Law](#).

¹⁰⁹ Voir <http://www.deathpenaltyinfo.org/u-s-supreme-court-roper-v-simmons-no-03-633>.

¹¹⁰ Le dernier condamné à mort pour un crime commis alors qu'il était mineur est Scott Allen Hain. Il a été exécuté le 3 avril 2003.

¹¹¹ [Kentucky Prosecutors Drop Death Penalty in Cases That Raised Constitutionality of Capital Punishment for Offenders Aged 18–21](#), Death Penalty Information Center, 3 mai 2021.

¹¹² Voir la déclaration de M. Cruchten du 20 avril 2018 dans laquelle il condamne l'exécution de Walter Leroy Bloody, 83 ans, par l'Alabama après 30 ans de prison. En outre, le 26 mai 2017, Thomas Arthur, âgé de 75 ans, a été exécuté en Alabama ; voir sur : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr51/6373/2017/fr/>. Cecil Clayton, 74 ans, a été exécuté au Missouri en 2015, et Brandon Jones, 72 ans, en Géorgie en 2016. En février 2019, le Texas a exécuté Billie Coble, 70 ans. Voir la base de données sur <https://deathpenaltyinfo.org/views-executions>.

¹¹³ La dernière femme exécutée était Kelly Gisserdner (le 30 septembre 2015 dans l'État de Géorgie).

¹¹⁴ Le Salvadorien Alfredo Prieto a été exécuté aux États-Unis (le 10 janvier 2015 en Virginie), malgré une demande de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de surseoir à son exécution ; Amnesty International, [2015](#), p. 22.

¹¹⁵ Amnesty International, [2014](#), p. 18.

¹¹⁶ Cour Internationale de justice, *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)*, arrêt du 31 mars 2004, I. C. J. Recueil 2004, p. 12..

¹¹⁷ Voir aussi les réactions de ma prédécesseure, Mme Karamanli : <https://pace.coe.int/fr/news/4969> et <https://pace.coe.int/fr/news/4806>.

l'exécution¹¹⁸, le Texas a exécuté en novembre 2018 Robert Moreno Ramos, qui présentait probablement un handicap mental¹¹⁹.

22. De plus, certains condamnés attendent leur exécution très longtemps après le prononcé de la sentence. En 2018, par exemple, six personnes (sur 25) ont été exécutées après avoir passé plus de 30 ans dans le couloir de la mort, et quatre attendaient leur exécution depuis 20 à 30 ans. En 2019, 12 condamnés (sur 22) ont été exécutés après avoir passé au moins 20 années dans le couloir de la mort, dont trois plus de 30 ans¹²⁰. Selon l'étude sur la peine de mort menée par le Bureau des statistiques de la justice du ministère de la Justice en juin 2021, la durée moyenne du séjour dans le couloir de la mort est de 18,7 ans¹²¹.

23. La proportion d'Américains qui considèrent que la peine de mort est appliquée de manière juste continue de décroître. Selon les sondages Gallup d'octobre 2020, 55 % des Américains sont en faveur de la peine de mort pour les personnes reconnues coupables d'assassinat, ce qui est le pourcentage le plus faible depuis 1972¹²². Toutefois, selon une enquête du Pew Research Center réalisée en ligne en avril 2021, cette proportion serait de 60 %¹²³.

24. Des ONG (comme le Ministère contre la peine de mort de sœur Helen Prejean) et des avocats, continuent d'œuvrer pour l'abolition complète de la peine capitale, notamment en médiatisant les exécutions et les cas de condamnations erronées. Pourtant, malgré quelques tendances abolitionnistes positives aux États-Unis d'Amérique, il existe toujours d'importantes difficultés qui empêchent une avancée substantielle vers une abolition de la peine de mort.

3.3. Japon

25. Le Japon est un État observateur du Conseil de l'Europe depuis 1996. Il a ratifié le Pacte International relatif aux droits civils et politiques le 21 juin 1979, mais il n'est pas partie au Deuxième Protocole facultatif visant à abolir la peine de mort. Au Japon, dix-neuf crimes sont punissables de la peine de mort (dont des crimes qui n'impliquent pas la mort de la victime). Amnesty International y a recensé trois exécutions en 2015 (autant qu'en 2014), trois en 2016 (dont un homme âgé de 75 ans et une femme), quatre en 2017, quatre en 2018¹²⁴ et trois en 2019¹²⁵, toutes par pendaison. Heureusement, pour la première fois depuis 2011, aucune exécution n'a eu lieu en 2020¹²⁶ ni en 2021 (au 22 novembre). Selon Amnesty International, de nouvelles condamnations à mort ont été prononcées : quatre en 2015, trois en 2016, trois en 2017, quatre en 2018, deux en 2019 et trois en 2020. Le pays a plus que triplé son chiffre annuel (de 4 à 15) en 2018, après avoir pendu les 13 condamnés de la célèbre affaire de la secte Aum Shinrikyo responsable de l'attentat mortel au gaz sarin commis en 1995 dans le métro de Tokyo¹²⁷. Deux hommes (l'un de 64 ans et l'autre de 50) ont été exécutés par pendaison pour meurtre en août 2019 et, le 26 décembre 2019, un ressortissant chinois a été exécuté ; ils avaient tous été condamnés pour meurtre¹²⁸. Il y avait encore 141 condamnés à mort en prison à la fin de l'année 2016¹²⁹, mais ce chiffre est retombé à 116 à la fin de l'année 2018¹³⁰. Fin 2020, 120 personnes étaient sous le coup d'une peine de mort, dont six ressortissants étrangers et 110 personnes pour lesquelles cette condamnation était définitive¹³¹.

¹¹⁸ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), [UN experts urge US to halt Texas execution of Mexican Roberto Ramos Moreno](#), 13 novembre 2018.

¹¹⁹ [Texas executes Robert Moreno Ramos, amid pleas for case review](#), The Texas Tribune, 14 novembre 2019.

¹²⁰ Au 5 septembre 2020, <https://deathpenaltyinfo.org/executions/2019>.

¹²¹ [Bureau of Justice Statistics Reports Number on Death Row Down, Average Time on Death Row Approaches 19 Years](#), Death Penalty Information Center, 25 juin 2021.

¹²² [U.S. Support for Death Penalty Holds Above Majority Level](#), Gallup, 19 novembre 2020.

¹²³ [Death penalty draws more Americans' support online than in telephone surveys](#), Pew Research Center, 2 juin 2021.

¹²⁴ Amnesty International 2017, p. 19.

¹²⁵ Amnesty International 2019, p. 21 et p. 27.

¹²⁶ Amnesty International 2020, p. 29.

¹²⁷ Amnesty International 2018, pp. 19 et 20, [déclaration de M. Cruchten du 9 juillet 2018](#). En outre, deux hommes ont été exécutés le 27 décembre 2018.

¹²⁸ Amnesty International, Japon. [La pendaison de deux personnes est une décision déplorable](#), 2 août 2019, et [Japon. L'exécution d'un homme entache le bilan du pays hôte des Jeux olympiques en matière de droits humains](#), 26 décembre 2019.

¹²⁹ Amnesty International 2016, p. 22, et Amnesty International [2015](#), pp. 33-34.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 23.

¹³¹ Amnesty International 2020, p. 28. Selon la Coalition mondiale contre la peine de mort, ce chiffre s'élève maintenant à 114.

26. En 2021, au moins quatre personnes ont été condamnées à la peine capitale, dont Kuboki Ayumi, une infirmière de 34 ans qui présentait des traits d'autisme au moment des faits et qui souffrait de dépression¹³², ainsi que Satoru Nomura, un chef de gang de 74 ans¹³³. En outre, au moins deux condamnations ont été confirmées, dont celle de Chisako Kalehi, une femme de 74 ans condamnée pour le meurtre de trois hommes¹³⁴, et celle de Mitsuru Nakata, un ancien policier âgé de 43 ans¹³⁵.

27. De nombreuses pratiques japonaises en matière de peine de mort alarment tout particulièrement les défenseurs des droits humains. Certaines personnes ont été exécutées alors qu'un recours en révision était toujours en instance devant la justice. Neuf personnes exécutées en juillet 2018¹³⁶ et le ressortissant chinois exécuté en décembre 2019 avaient, par exemple, déposé une demande de révision de leur procès, que la justice examinait encore au moment de leur exécution. Autre fait troublant : Teruhiko Seki a été exécuté en décembre 2017 alors qu'il n'avait que 19 ans au moment des faits pour lesquels il avait été condamné¹³⁷. Selon la législation japonaise, la peine capitale ne peut être prononcée à l'encontre d'une personne âgée de moins de 18 ans ou « aliénée » au moment des faits. Les condamnés ne sont souvent prévenus de leur exécution que quelques heures avant, et leurs familles et avocats n'en sont informés qu'après l'exécution¹³⁸.

28. Amnesty International indique que des personnes présentant des troubles mentaux ont été condamnées au Japon et se trouvent encore dans le couloir de la mort¹³⁹. De plus, les condamnés à mort vivent dans des conditions controversées. Ils sont isolés des autres détenus et leurs contacts avec le monde extérieur se limitent à de rares visites étroitement surveillées avec les membres de leurs familles, leur avocat et d'autres visiteurs dûment autorisés. Certains détenus présentent des signes de graves altérations du jugement et du comportement en raison de leur détention, comme Iwao Hakamada (voir ci-après) et Kenji Matsumoto (dont les huit demandes de réexamen de l'affaire ont été rejetées)¹⁴⁰. Enfin, le Japon est l'un des pays où le temps passé dans le couloir de la mort est le plus long, puisqu'il atteint parfois plus de trente ans, et rares sont les personnes à avoir accès aux lieux d'exécution des condamnés ou même à pouvoir les rencontrer¹⁴¹. La libération de condamnés à mort innocents ou leur libération dans l'attente d'un nouveau procès ont suscité de vifs débats au Japon à propos de la peine de mort. Le cas le plus connu est celui d'Iwao Hakamada, âgé de 83 ans, qui a passé plus de 40 ans dans le quartier des condamnés à mort. En raison de nouveaux doutes sur sa culpabilité (il est probable que ses « aveux » lui aient été extorqués par la police lors d'un interrogatoire qui a duré 20 jours), la justice nipponne a en effet décidé de le libérer en mars 2014. Néanmoins, en juin 2018, la Haute Cour de Tokyo a refusé de lui accorder un nouveau procès. M. Hakamada a fait appel de cette décision ; fin décembre 2020, la Cour suprême a renvoyé son affaire devant la Haute Cour de Tokyo pour un nouveau procès¹⁴².

29. Le 20 août 2014, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a fait part de ses préoccupations au sujet de la situation de la peine de mort au Japon dans ses Observations finales concernant le sixième rapport périodique du Japon. Premièrement, il juge inquiétant que certains des 19 crimes passibles de la peine de mort ne répondent pas à l'obligation née du Pacte de limiter cette peine aux « crimes les plus graves ». Deuxièmement, outre les dysfonctionnements mentionnés ci-dessus, le Comité relève également que la confidentialité des entretiens entre les avocats et les détenus condamnés à mort n'est pas garantie, que, troisièmement, les examens psychologiques qui concluent à la démence ou non du détenu ne sont pas indépendants. Quatrièmement, il souligne que les demandes de nouveaux procès ou de grâce n'ont pas pour effet de suspendre l'exécution et ne sont pas effectives. Enfin, le Comité indique également que la peine de

¹³² <https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/japan-nurse-gets-life-in-prison-for-angel-of-death-murders-at-yokohama-hospital>

¹³³ *Yakuza Boss First to be Sentenced to Death in Japan*, OCCRP, 29 août 2021. Les deux autres personnes condamnées sont Ibaraki Mito, 36 ans, et Yoshitaka Morito, 51 ans.

¹³⁴ *Japan's top court upholds death penalty for 'black widow' serial killer*, Japan Times, 22 juin 2021.

¹³⁵ *Ex-cop's death penalty upheld over murder of wife, children*, Death Penalty Information Center, 16 septembre 2021.

¹³⁶ Amnesty International, *Japan: Unprecedented spate of executions continues as six more Aum cult members hanged*, 26 juillet 2018, et *Japan: Executions of seven Aum cult members fails to deliver justice*, 6 juillet 2018.

¹³⁷ *Japan hangs two death row inmates, including man who killed Chiba family as a minor*, *The Japan Times* ; 19 décembre 2017.

¹³⁸ Amnesty International, *Japan: Two hanged as reprehensible executions continue*, 13 juillet 2017.

¹³⁹ Amnesty International 2020, p. 29.

¹⁴⁰ *Ibidem*.

¹⁴¹ FIDH, *La peine de mort au Japon, une pratique indigne d'une démocratie*, rapport de la mission internationale d'enquête, n° 359, mars 2003, p.19. Philippe Pons, *Au Japon, il ne faut pas troubler l'âme des condamnés à mort*, *Le Monde*, 25 mars 2005.

¹⁴² Amnesty International 2020, p. 29.

mort a été prononcée à la suite d'aveux extorqués¹⁴³. La situation au Japon a été à nouveau examinée par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies le 11 décembre 2017 et une liste de points a été établie avant la présentation du septième rapport périodique du Japon¹⁴⁴. En réponse aux recommandations et remarques faites à l'occasion du rapport de 2014, des ONG avaient souligné que les problèmes recensés n'avaient pas trouvé de solution¹⁴⁵. Le nombre de crimes passibles de la peine de mort est toujours le même (19), un système d'examen indépendant de la santé mentale des détenus n'a toujours pas été mis en place et les demandes de révision de la procédure n'ont pas d'effet suspensif. La décision rendue par la Cour Suprême le 10 décembre 2013 apporte une lueur d'espoir, puisqu'elle a déclaré que les entretiens entre les condamnés à mort et leurs avocats devraient être confidentiels, sauf circonstances exceptionnelles. Cependant, les membres de la secte Aum Shinrikyo et leurs avocats se sont entretenus en présence du personnel pénitentiaire.

30. Le 7 octobre 2016, la Fédération des barreaux japonais a, pour la première fois, adopté une déclaration dans laquelle elle exprime son opposition à la peine de mort et appelle les autorités à l'abolir d'ici 2020¹⁴⁶. Néanmoins, la peine capitale jouit toujours d'un large soutien au sein de la société japonaise. Plus de 80 % de la population la considèrent comme une « peine inévitable » pour les auteurs de crimes haineux¹⁴⁷, selon un sondage de 2014. Un autre sondage réalisé par les services du Premier ministre en novembre 2019 a révélé que plus de 80 % des personnes interrogées admettaient que la peine de mort était « incontournable ». Cependant, selon des chercheurs du Death Penalty Project, les Japonais forgent leurs opinions concernant la peine de mort sur la base d'informations limitées¹⁴⁸. Les autorités n'envisagent ni d'abolir la peine de mort ni d'instaurer un nouveau moratoire sur les exécutions (un moratoire avait été mis en place entre novembre 1989 et mars 1993)¹⁴⁹, malgré les recommandations formulées par de nombreux États dans le cadre du dernier Examen périodique universel des Nations Unies (EPU)¹⁵⁰. En août 2019, un groupe de 300 personnes composé de journalistes, d'avocats, de personnalités religieuses et d'anciens responsables politiques s'est réuni à Tokyo pour constituer un Comité de citoyens en faveur l'abolition de la peine de mort au Japon¹⁵¹, dont la création a également été saluée par les Nations Unies¹⁵². Malgré cela, le Japon a voté contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur un moratoire sur l'application de la peine de mort en décembre 2020¹⁵³.

3.4. Israël

31. Tout d'abord, en vertu d'une loi adoptée en 1954, Israël a aboli la peine de mort pour les crimes de droit commun. Cette loi maintient la légalité de la peine de mort pour certains crimes tels que le génocide, le crime contre l'humanité, les crimes de grande ampleur, la trahison et le crime contre le peuple juif. Depuis la création de l'État d'Israël, la peine de mort n'a été appliquée qu'une seule fois. En 1961, Adolph Eichmann a été condamné pour 15 chefs d'accusation de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, de crimes contre le peuple juif et d'appartenance à une organisation criminelle, et a été pendu en 1962.¹⁵⁴

32. Toutefois, il est important de rappeler que cette loi n'empêche pas l'application de la peine de mort, d'autant plus que les termes « trahison » ou « crime contre le peuple juif » sont sujets à interprétation. Dans le climat de conflit durable que connaît ce pays, les appels au rétablissement de la peine de mort se multiplient. Certains ministres israéliens ont appelé en 2014 à ce rétablissement. Par exemple, le ministre des transports

¹⁴³ Comité des droits de l'homme, observations finales concernant le sixième rapport périodique du Japon, [CCPR/C/JPN/CO/6](#), 20 août 2014, para. 13.

¹⁴⁴ [CCPR/C/JPN/QPR/7](#), 11 décembre 2017.

¹⁴⁵ Voir les rapports de la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) et du Center for Prisoners' Rights (CPR) ; Joint submission for the adoption of the List of Issues, Japan, Comité des droits de l'homme des Nations Unies (CCPR) - 121^e session, 27 juillet 2018 ; et Human Rights Now, Information for LOIPR, Report on Japan, 24 Juillet 2017.

¹⁴⁶ Amnesty International 2016, p. 22.

¹⁴⁷ [Japan's new Justice Minister Katsuyuki Kawai pledges reform with a focus on immigration](#), Japan Times, 30 septembre 2019.

¹⁴⁸ [Lawyer: Popular support a flawed reason for death penalty in Japan](#), Asahi Shimbun, 31 mars 2021, au sujet d'une étude menée récemment par un avocat londonien, Saul Lehrfreund.

¹⁴⁹ [Japan has no immediate plans to review death penalty, says minister](#), The Mainichi, 27 juillet 2018

¹⁵⁰ Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Japon, A/HRC/37/15, 4 janvier 2018.

¹⁵¹ [Civil group for a death penalty-free inaugurated](#), Japan Press Weekly, 28 août 2019.

¹⁵² [Video message on the occasion of the establishment of the Citizen's Committee to Abolish Capital Punishment, Japan](#), 9 mars 2019.

¹⁵³ Amnesty International 2020, p. 62

¹⁵⁴ <https://www.internationalcrimesdatabase.org/Case/192>

Yisrael Katz l'a réclamé en mai 2014, à titre dissuasif pour certains prisonniers palestiniens. Le ministre du logement, Uri Ariel, a également demandé le rétablissement de ce châtime pour les terroristes à la suite de l'enlèvement et du meurtre de trois adolescents juifs¹⁵⁵. En juillet 2015, la Knesset a rejeté un projet de loi visant à faciliter la condamnation à la peine capitale en cas de crimes terroristes, mais en mars 2016 ce sujet est revenu devant le Parlement israélien¹⁵⁶. Le 3 janvier 2018, la Knesset a donné son accord préliminaire pour ce projet de loi, évènement inquiétant auquel M. Cruchten a répondu par une déclaration rappelant que le statut d'État observateur auprès de l'Assemblée encourage l'engagement en faveur de l'abolition de la peine de mort¹⁵⁷. L'adoption de ce projet de loi a depuis janvier dernier été reportée à de nombreuses reprises et le ministre de la défense Avigdor Liberman a appelé à l'adopter pour faciliter la condamnation à mort de terroristes (c'est-à-dire de Palestiniens) à la majorité simple des juges, et non plus à l'unanimité des trois juges. Cependant, le procureur général, M. Avichai Mandelblit, s'est déclaré opposé à une telle loi¹⁵⁸. En novembre 2018, M. Avigdor Liberman, alors ministre de la Défense, a accusé les partenaires de sa coalition de saboter le projet de loi¹⁵⁹. En février 2019, quelques ministres ont demandé l'application de la peine de mort au lendemain du meurtre sauvage d'une adolescente commis par un Palestinien¹⁶⁰. En décembre 2020, Israël a coparrainé la résolution 75/183 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le moratoire sur l'application de la peine de mort¹⁶¹. Ce pays a également voté en faveur de la résolution. Toutefois, Israël n'est pas partie au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui vise à abolir la peine de mort.

3.5. *Kazakhstan*

33. Bien que, depuis 1998, le nombre de crimes passibles de la peine de mort en temps de paix ait été drastiquement réduit et que la peine capitale ait été abolie pour les crimes ordinaires, restent passibles de cette peine les infractions qui constituent, soit des actes relevant du terrorisme et ayant entraîné la mort de personnes, soit certains crimes graves commis en temps de guerre, ce qui a été critiqué par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies en août 2016¹⁶². Une réforme du Code pénal réalisée en 2014 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 a même fait passer le nombre d'infractions passibles de la peine capitale de 18 à 19¹⁶³. L'article 47(2) du Code pénal de 2014¹⁶⁴ interdit la peine de mort pour les mineurs de moins de 18 ans, les femmes et les personnes âgées de plus de 65 ans.

34. Le 18 décembre 2003, le Président Nursultan Nazarbayev a décrété un moratoire sur les exécutions et, depuis le 12 mai 2003 (date de la dernière exécution), aucune exécution n'a eu lieu dans le pays. À l'issue de son jugement en novembre 2016, Ruslan Kulebayev a été condamné à mort pour des actes de terrorisme¹⁶⁵ ayant entraîné la mort de 10 personnes à Almaty en juillet de la même année ; il reste le seul condamné présent dans le couloir de la mort au Kazakhstan¹⁶⁶. Il s'agissait de la sixième condamnation à mort prononcée depuis la signature en 2003 du moratoire sur les exécutions. Toutes les condamnations à mort prononcées depuis ont été commuées en peines de réclusion à perpétuité¹⁶⁷, et aucune exécution ou condamnation à mort n'a été enregistrée.

35. Le Kazakhstan a par ailleurs voté en faveur des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies pour un moratoire sur l'utilisation de la peine de mort en décembre 2012, 2014, 2016, 2018 et 2020¹⁶⁸. En signant le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques le 23 septembre 2020 à la suite d'un discours prononcé par le Président Kassym-Jomart Tokayev lors de la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Kazakhstan a décidé d'abolir totalement la peine de mort et s'est engagé à réformer son Code pénal¹⁶⁹. Le 2 janvier 2021, le Président Kassym-Jomart Tokayev

¹⁵⁵ Amnesty International [2014](#), p. 49.

¹⁵⁶ Amnesty International, [Israel: Human Rights Situation Remains Dire](#), p. 15.

¹⁵⁷ Voir sa déclaration du 4 janvier 2018.

¹⁵⁸ Toi Staff, [Defense minister urges colleagues to endorse death penalty for terrorists](#), The Times of Israel, 25 juillet 2018

¹⁵⁹ *Peine de mort : Liberman accuse la coalition d'avoir sabordé son projet de loi*, The Times of Israel, 21 novembre 2018.

¹⁶⁰ [Death Penalty for Palestinian Who Savagely Murdered Jewish Teen?](#), Israel Today, 10 février 2019.

¹⁶¹ Amnesty International 2020, p. 61

¹⁶² Observations finales concernant le deuxième rapport périodique du Kazakhstan, CCPR/C/KAZ/CO/2, paragraphe 17.

¹⁶³ International Commission against the Death Penalty, [How States abolish the death penalty. 29 Case-Studies, Second edition](#), mai 2018, p. 32.

¹⁶⁴ <http://www.legislationline.org/documents/section/criminal-codes/country/21>.

¹⁶⁵ Amnesty International [2017](#), p. 33.

¹⁶⁶ Amnesty International, [Kazakhstan takes important step towards abolishing the death penalty](#), 23 September 2020.

¹⁶⁷ Amnesty International, [Kazakhstan 2017/2018](#).

¹⁶⁸ [Documents officiels de la 75^e session de l'Assemblée générale de l'ONU](#), 16 décembre 2020.

¹⁶⁹ [Kazakhstan officially abolishes death penalty](#), 24 septembre 2020.

a signé la loi portant ratification du Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁷⁰. Le 23 septembre 2021, 23 membres de l'Assemblée, y compris moi-même, ont publié une déclaration en faveur de l'abolition de la peine de mort au Kazakhstan¹⁷¹.

3.6. Kirghizistan

36. Le Kirghizistan a aboli la peine de mort en 2007. Le 11 février 2010, il a ratifié le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP, rendant impossible tout rétablissement de la peine capitale¹⁷², ce dont l'Assemblée se félicite dans sa Résolution 1984 (2014) sur la demande de statut de partenaire pour la démocratie soumise par le Parlement de la République du Kirghizistan¹⁷³.

3.7. Maroc

37. Le Maroc n'est pas partie au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP. Partenaire pour la démocratie auprès de notre Assemblée, le Parlement marocain s'est engagé notamment à poursuivre ses initiatives en vue de « sensibiliser les pouvoirs publics, les acteurs de la vie politique et la société civile afin de faire avancer la réflexion en cours sur [...] la peine capitale » et à continuer d'« encourager les autorités compétentes à poursuivre le moratoire sur les exécutions de la peine de mort existant depuis 1993 »¹⁷⁴. En effet, le Maroc n'exécute plus les condamnés à mort depuis 1993, bien que 93 personnes demeurent sous le coup de la peine capitale¹⁷⁵. Toutefois, des condamnations à mort sont encore prononcées. En 2015, selon Amnesty International, neuf personnes ont été condamnées à mort¹⁷⁶. En 2016, ce chiffre s'élevait à six (et, comme en 2015, comprenait aussi le Sahara occidental) et certains condamnés à mort ont bénéficié d'une commutation de peine ou d'une grâce¹⁷⁷. En 2017, 15 personnes au moins ont été condamnées à mort et les autorités ont accordé quatre commutations de peine¹⁷⁸. En 2018, dix personnes ont été condamnées à mort et au moins sept personnes en 2019¹⁷⁹. En 2020, seule une nouvelle condamnation à mort a été enregistrée¹⁸⁰. La Constitution de 2011 consacre expressément un « droit à la vie », sans pour autant abolir la peine de mort. En 2019, le roi Mohammed VI a gracié 34 personnes au total en commuant leur peine en réclusion à perpétuité, auxquelles s'ajoutent deux personnes le 29 juillet 2020¹⁸¹. Mais le 18 juillet 2019, le tribunal antiterroriste de Salé a condamné à mort trois hommes accusés d'avoir sauvagement assassiné deux touristes scandinaves dans le massif de l'Atlas en décembre 2018, et qui appartenaient à un groupe associé à Daech. Mon prédécesseur, M. Corlatean, a réagi à cette décision dans sa déclaration du 24 juillet 2019, dans laquelle il affirme que ni la lutte contre le terrorisme ni les crimes les plus graves ne peuvent justifier la peine de mort, en appelant les autorités marocaines à ne pas appliquer la peine capitale. La Cour d'appel de Rabat a toutefois confirmé les sentences le 31 octobre 2019¹⁸². Récemment, la famille d'une des victimes a demandé à la justice marocaine de procéder aux exécutions¹⁸³.

38. La Coalition marocaine contre la peine de mort, qui regroupe sept ONG, est à la tête du mouvement abolitionniste au Maroc¹⁸⁴. Dans ce combat l'accompagnent le Réseau des parlementaires contre la peine de mort au Maroc, le Conseil national des droits de l'homme et les avocats de six barreaux différents, tous unis dans la lutte contre la peine capitale¹⁸⁵. Toutefois, la société marocaine reste partagée sur l'abolition de cette

¹⁷⁰ [Kazakhstan Abolishes the Death Penalty](#), Death Penalty Information Center, 2 janvier 2021. Selon Amnesty International, la loi de ratification comporte une réserve prévoyant l'application de la peine de mort en temps de guerre ; Amnesty International 2020, p. 35.

¹⁷¹ [Une réforme politique du Kazakhstan adaptée aux besoins et aux ambitions de ses citoyens](#). Déclaration écrite, 30 septembre 2021.

¹⁷² Voir [Le Kirghizistan ferme définitivement la porte à la peine de mort](#).

¹⁷³ [Résolution 1984 \(2014\)](#), paragraphe 6.

¹⁷⁴ Le Parlement du Maroc obtient le statut de Partenaire pour la Démocratie de l'APCE, Communiqué de presse – AP032(2011), 21 juin 2011.

¹⁷⁵ Situation au 30 août 2021, voir <http://www.worldcoalition.org/Morocco>.

¹⁷⁶ Amnesty International [2015](#), p. 65.

¹⁷⁷ Amnesty International [2016](#), pp. 5-6.

¹⁷⁸ Amnesty International [2017](#), pp. 30 and 32.

¹⁷⁹ Amnesty International 2019, p. 53.

¹⁸⁰ Amnesty International 2020, p. 43.

¹⁸¹ <https://www.peinedemort.org/document/actualites?zonegeo=MAR>. Amnesty International reports only one royal pardon in 2019 ; Amnesty International 2019, p. 39.

¹⁸² [Morocco backpacker murders: Court confirms death penalty for killers](#), Deutsche Welle, 31 octobre 2019.

¹⁸³ [Imilil Murder: Family of Danish Victim Calls for Execution of Death Penalty](#), Morocco World News, 5 juillet 2021

¹⁸⁴ Téó Cazenaves, [Peine de mort: le Maroc, 'pays abolitionniste en pratique'](#), Le Desk, 12 avril 2017.

¹⁸⁵ Fouâd Harit, [Abolition de la peine de mort au Maroc: les avocats rejoignent le mouvement](#), 9 octobre 2014.

peine¹⁸⁶. Dans sa dernière résolution sur l'évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement du Maroc, en mai 2019, l'Assemblée a regretté que peu de progrès aient été réalisés dans ce domaine et a appelé de nouveau le Parlement marocain à abolir la peine de mort dans le droit et, en attendant, à promouvoir un moratoire de droit sur les exécutions¹⁸⁷. Cette question a aussi été abordée dans le rapport de la commission des questions politiques et de la démocratie sur « L'évaluation du partenariat pour la démocratie du Parlement du Maroc »¹⁸⁸. En décembre 2020, la délégation du Maroc s'est abstenue lors du vote de la huitième résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur un moratoire sur l'application de la peine de mort¹⁸⁹ ; elle s'était déjà abstenue aux sept votes précédents sur les résolutions antérieures¹⁹⁰. En décembre 2016, le Comité des Droits de l'Homme s'était inquiété des projets de modification du Code pénal visant à étendre le champ d'application de la peine de mort à trois nouvelles catégories de crimes (malgré une réduction du nombre d'infractions passibles de la peine capitale). Amnesty International a exprimé les mêmes inquiétudes en septembre 2017¹⁹¹. Le Maroc, après s'être soumis à l'Examen périodique universel des Nations Unies, a rejeté en mai 2018¹⁹² la recommandation l'invitant à abolir immédiatement et totalement la peine de mort¹⁹³. En janvier 2019, l'Organisation marocaine des droits humains a exhorté le Maroc à adhérer à une convention internationale visant à l'abandon de la peine de mort, et la nouvelle présidente du Conseil national des droits de l'homme, Mme Amina Bouayach, a vigoureusement critiqué ce qu'elle a appelé l'indécision du gouvernement à l'égard de l'abolition complète de cette peine¹⁹⁴. Récemment, le meurtre brutal d'un enfant de 11 ans, Adnane Bouchouf, a soulevé la question de l'application à nouveau de la peine de mort et une pétition lancée à ce sujet sur Facebook a jusqu'ici recueilli plus de 100 000 signatures¹⁹⁵. En avril 2021, la cour d'appel de Tanger a confirmé la peine de mort pour un homme de 24 ans condamné pour le meurtre et le viol d'Adnane Bouchouf en septembre 2020¹⁹⁶.

3.8. Autorité palestinienne

39. En devenant partenaire pour la démocratie le 4 octobre 2011¹⁹⁷, le Conseil national palestinien (CNP) s'est engagé à encourager les discussions en faveur de l'abolition de la peine de mort dans le Code pénal et à poursuivre le moratoire de fait en vigueur en Cisjordanie depuis 2005. Dans les territoires administrés par l'Autorité palestinienne, la Cisjordanie continue de prononcer des condamnations à mort, mais on ne recense aucune exécution depuis 2005. En revanche, les condamnations à mort sont toujours prononcées et les condamnés exécutés dans la bande de Gaza, sous le contrôle du Hamas depuis 2007. Les méthodes utilisées sont la pendaison ou le peloton d'exécution. Selon la loi palestinienne, les condamnations à mort doivent être exécutées avec l'accord du Président palestinien ; cependant depuis 2010, cette exigence n'a jamais été respectée¹⁹⁸. Dans sa Résolution 2105 (2016) sur l'évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Conseil national palestinien, l'Assemblée a noté qu'en dépit de la mise en place depuis 2005 d'un moratoire de fait sur les exécutions en Cisjordanie, les tribunaux de Gaza continuent de prononcer des condamnations à la peine capitale et que les autorités du Hamas procèdent toujours à des exécutions illégales¹⁹⁹. L'Assemblée a condamné fermement ces exécutions et a invité instamment le CNP à intervenir auprès du Hamas pour

¹⁸⁶ Yassine Benargane, [Au Maroc, la journée mondiale de l'abolition de la peine de mort est passée presque inaperçue](#), Yabiladi, yabiladi.com, 11 octobre 2016.

¹⁸⁷ [Résolution 2282 \(2019\)](#) adoptée par la Commission permanente de l'Assemblée le 24 mai 2019, paragraphe 5.1.

¹⁸⁸ [Doc. 14659](#), adopté le 21 octobre 2018, rapporteur : M. Bogdan Klich (Pologne, PPE/DC), partie 3.1. Voir également le [Doc. 14853](#), Conclusions de la commission, rapporteur M. André Vallini (France, Groupe des socialistes, démocrates et verts), 1^{er} avril 2019.

¹⁸⁹ Amnesty International 2020, p. 62.

¹⁹⁰ <https://ledesk.ma/2017/04/12/peine-de-mort-le-maroc-pays-abolitionniste-en-pratique/>.

¹⁹¹ Comité des droits de l'homme, CCPR/C/MAR/CO/6 du 1^{er} décembre 2016, paragraphe 19, et Amnesty International, [déclaration publique](#) du 21 septembre 2017.

¹⁹² Amnesty International, [Condamnations à mort et exécutions – 2017](#), p. 32.

¹⁹³ Position du Royaume du Maroc sur les recommandations formulées à l'issue de l'examen de son rapport national (troisième cycle d'Examen périodique universel), août 2017, Additif 1 du résultat de l'examen, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G17/259/66/PDF/G1725966.pdf?OpenElement>.

¹⁹⁴ [Justice Minister: Morocco is Taking Steps Toward Ending Death Penalty](#), Morocco World News, 19 janvier 2019.

¹⁹⁵ Morocco World News, [Moroccans Launch Online Petition to Execute Adnane Bouchouf's Killer](#), 13 septembre 2020.

¹⁹⁶ [Morocco Upholds Death Penalty For Rapist, Killer of 11-Year-Old Adnane Bouchouf](#), Morocco World News, 5 juillet 2021

¹⁹⁷ [Résolution 1830 \(2011\)](#) « La demande de statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Conseil national palestinien », 4 octobre 2011.

¹⁹⁸ Amnesty International, [Palestine : le Hamas doit empêcher de toute urgence l'exécution de trois hommes condamnés à l'issue d'un procès inique](#), 24 mai 2017.

¹⁹⁹ Adoptée le 19 avril 2016, paragraphe 7.3.

mettre un terme aux exécutions à Gaza et pour abolir la peine de mort dans le Code pénal palestinien. Malgré cet appel, de nouvelles exécutions ont eu lieu dans la bande de Gaza.

40. En 2015, aucune exécution n'a été recensée, alors que 12 condamnations à mort ont été prononcées (dont dix à Gaza et deux en Cisjordanie)²⁰⁰. En 2016, trois exécutions ont eu lieu et 21 condamnations à mort ont été prononcées dans la bande de Gaza administrée par le Hamas²⁰¹. En 2017, il a été procédé à six exécutions dans la bande de Gaza et 16 condamnations à mort ont été prononcées (dont une par contumace)²⁰². Aucune exécution n'a été constatée en 2018, mais 13 condamnations à mort ont été prononcées par des tribunaux de la bande de Gaza (dont trois par contumace)²⁰³. Selon Amnesty International, quatre condamnations à mort ont été prononcées dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne (dans la bande de Gaza, administrée par le Hamas) en 2019²⁰⁴. En 2020, au moins 17 condamnations à mort ont été enregistrées et au moins 125 personnes se trouvaient condamnées à mort à la fin de l'année²⁰⁵. En 2021, la situation est encore plus décevante. Au 24 octobre 2021, selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme, 19 condamnations à mort ont été prononcées par les tribunaux de Gaza (15 par des tribunaux de première instance et quatre par des cours d'appel)²⁰⁶. En outre, six Palestiniens ont été condamnés à la peine capitale le 28 octobre 2021 et trois autres le 9 novembre 2021²⁰⁷. Beaucoup d'entre eux ont été condamnés à mort pour « collaboration » avec Israël.

41. Certaines ONG, dont Amnesty International ou le PCHR, dénoncent également les procédures non conformes aux normes internationales d'équité du procès qui précèdent les condamnations à mort, ces dernières étant fondées sur des aveux vraisemblablement arrachés sous la torture ou les mauvais traitements. Des condamnations à mort ont également été prononcées par contumace.

42. L'Autorité Palestinienne a signé le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP le 6 juin 2018 et a adhéré à ce traité le 18 mars 2019²⁰⁸. À la suite de cette signature, l'établissement d'un moratoire sur les exécutions dans la bande de Gaza est d'autant plus indispensable²⁰⁹. Toutefois, ni les autorités palestiniennes de Cisjordanie ni l'administration de fait du Hamas à Gaza n'ont pris de mesures pour traduire en droit interne les engagements pris par l'Autorité palestinienne au titre du Deuxième Protocole facultatif au PIDCP²¹⁰.

3.9. Jordanie

43. La Jordanie n'est pas partie au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP. Dans sa Résolution 2086 (2016) du 26 janvier 2016, dans laquelle l'Assemblée a octroyé le statut de « partenaire pour la démocratie » au Parlement de Jordanie, elle a aussi appelé à l'abolition en droit de la peine de mort dans ce pays. En décembre 2020, la Jordanie a voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale sur le moratoire sur l'application de la peine de mort²¹¹.

44. En Jordanie, un moratoire sur les exécutions a été imposé en 2006. Néanmoins la peine de mort demeure toujours inscrite dans le Code pénal. Selon Amnesty International, deux exécutions (d'une Irakienne et d'un Irakien, par pendaison) et trois condamnations à mort ont eu lieu dans ce pays en 2015²¹². En 2016, aucune exécution n'a été pratiquée, tandis que treize condamnations à mort ont été prononcées²¹³. En mars 2017, quinze personnes (une condamnée pour meurtre et les quatorze autres pour des infractions liées au terrorisme) ont été exécutées en un seul jour malgré le moratoire, ce qui a été fermement critiqué par le Président de l'Assemblée de l'époque²¹⁴. Au total, quinze exécutions et au moins dix condamnations à mort

²⁰⁰ Amnesty International 2015, p. 65.

²⁰¹ Amnesty International 2016, p. 38.

²⁰² Amnesty International 2017, p. 32.

²⁰³ Amnesty International 2018, p. 37.

²⁰⁴ Amnesty International 2019, p. 34.

²⁰⁵ Amnesty International 2020, p. 36-37 et 56.

²⁰⁶ [Gaza Issues 8 New Death Sentences in October](#), Palestinian Centre for Human Rights, 24 octobre 2021.

²⁰⁷ [Hamas sentences six Palestinians to Death for Collaborating with Israel](#), republicworld.com, 28 octobre 2021, et [Hamas sentences 2 people to death in Gaza for collaborating with Israel, another for drug trade](#), Agence France Presse, 9 novembre 2021.

²⁰⁸ https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtmsg_no=IV-12&chapter=4&clang=fr

²⁰⁹ Voir la déclaration de M. Cruchten du 14 juin 2018.

²¹⁰ Amnesty International, [Palestine \(State of\) 2020](#).

²¹¹ Amnesty International 2020, p. 61.

²¹² Amnesty International 2015, p. 52.

²¹³ Amnesty International 2017, p. 30.

²¹⁴ Voir sa déclaration du 4 mars 2017.

ont été recensées en 2017²¹⁵. En 2018, il n'a été procédé à aucune exécution, mais 16 personnes ont été condamnées à mort²¹⁶. En 2019, aucune exécution n'a eu lieu, mais au moins huit personnes ont été condamnées à mort²¹⁷ (une condamnation a été annulée par la Cour de cassation en février 2021²¹⁸). Le 10 février 2019, la Cour de sûreté de l'État jordanien a rendu son deuxième arrêt, définitif, à propos d'un attentat terroriste qui avait eu lieu dans le sud de la Jordanie en décembre 2016. Deux frères ont été condamnés à la pendaison²¹⁹. En 2020, aucune exécution n'a eu lieu en Jordanie, mais deux nouvelles condamnations à mort ont été prononcées²²⁰. En 2021, aucune exécution n'a eu lieu à ce jour. Toutefois, le 12 janvier 2021, la Cour de sûreté de l'État de Jordanie a condamné à mort un citoyen pour l'agression à l'arme blanche, en 2019, de huit personnes, dont quatre touristes étrangers, à Jerash, l'un des sites antiques du royaume.²²¹ En avril 2021, cette même cour a condamné six hommes à la peine de mort pour une agression brutale sur un garçon de 16 ans²²². De plus, en juillet, la Cour de cassation a confirmé la condamnation à mort d'un homme qui avait brûlé sa femme²²³ et, en septembre, un homme a été condamné à mort pour le meurtre de sa mère²²⁴. À la connaissance de la Coalition mondiale contre la peine de mort, 120 personnes sont actuellement condamnées à mort²²⁵.

45. Dans sa Résolution 2183 (2017) d'octobre 2017, l'Assemblée a regretté que les tribunaux aient continué de prononcer des condamnations à la peine capitale, alors qu'un moratoire de fait sur les exécutions était censé être en place depuis 2006²²⁶. Elle a invité le Parlement de Jordanie à intervenir auprès des autorités pour mettre un terme aux exécutions et à réinstaurer le moratoire en attendant l'abolition de la peine de mort dans le Code pénal, conformément à l'engagement à agir en faveur de l'abolition de la peine capitale, qui est un des critères d'octroi du statut de partenaire pour la démocratie (article 64.2 du Règlement de l'Assemblée). L'Assemblée a décidé de continuer à suivre de très près la mise en œuvre des réformes en Jordanie, d'offrir toute son assistance au Parlement jordanien et de réévaluer ce partenariat dans un délai de deux ans à compter d'octobre 2017. Lors de sa réunion tenue à Budapest le 3 novembre 2021, la commission des questions politiques et de la démocratie a discuté de la question de l'abolition de la peine de mort dans le cadre de la préparation d'un autre rapport sur "l'évaluation du partenariat pour la démocratie à l'égard du Parlement de Jordanie" (Rapporteur : M. George Loucaides, Chypre, GUE) et il a été souligné que la Jordanie était le seul pays de la région à avoir fait des progrès dans ce domaine.

3.10. *Bélarus*

46. Le Bélarus s'est engagé sur la scène internationale en ratifiant le Pacte International des droits civils et politiques le 12 novembre 1973, mais n'est pas partie au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP. C'est le seul État du continent européen qui pratique encore les exécutions sur son territoire. La méthode d'exécution utilisée au Bélarus est le peloton d'exécution. En 2015, Amnesty International a signalé qu'il n'y avait eu aucune exécution, mais au moins deux condamnations à mort²²⁷. En avril 2016, le Bélarus a repris les exécutions après une trêve de 17 mois ; au moins quatre exécutions ont été recensées cette année-là²²⁸ (dont celle d'Ivan Kulesh, qui aurait été atteint de troubles de la personnalité). En 2017, ce pays a connu au moins deux exécutions et quatre nouvelles condamnations à mort²²⁹. En 2018, quatre exécutions au moins (Aliaksei Mikhalenya et Viktor Liotau en mai ; Ihar Hershankou et Syamyon Berazhny en novembre) ont eu

²¹⁵ Amnesty International [2017](#), p. 38 et 39.

²¹⁶ Amnesty International 2018, p. 31.

²¹⁷ Amnesty International 2019, p. 53.

²¹⁸ [Death sentence overturned for man who killed 5-year-old nephew](#), Death Penalty Information Center, 17 février 2021.

²¹⁹ Voir la déclaration de mon prédécesseur, du 21 février 2019.

²²⁰ Amnesty International 2020, p. 36.

²²¹ [Jordanian sentenced to death for 2019 knife attack on tourists](#), Al Jazeera, 12 janvier 2021.

²²² [Jordan sentences six men to death for blinding teen, chopping his arms off](#), Alarabiya news, 17 mars 2021.

²²³ [Man gets death penalty for burning wife to death](#), Death Penalty Information Center, 29 septembre 2021.

²²⁴ [Man sentenced to death by hanging for murdering mother](#), Death Penalty Information Center, 29 septembre 2021.

²²⁵ Au 30 août 2021, voir : <http://www.worldcoalition.org/Jordan>. Les mêmes chiffres (au moins) sont indiqués dans Amnesty International Rapport 2020.

²²⁶ Évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de Jordanie, [Résolution 2183 \(2017\)](#), adoptée par l'Assemblée le 10 octobre 2017, paragraphes 6.8 et 13. Voir aussi le rapport de la commission des questions politiques et de la démocratie, rapporteur : Mme Josette Durrieu (France, SOC), [Doc. 14399](#) et addendum, ainsi que l'avis de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, rapporteur : M. Andrea Rigoni (Italie, ADLE), [Doc. 14412](#).

²²⁷ Amnesty International 2015, p. 44.

²²⁸ Union européenne, Direction générale des politiques externes de l'Union, *Human rights in Belarus: The EU's role since 2016*, PE 603.870, juin 2018, p. 38, et Amnesty International 2016, p. 28-29.

²²⁹ Amnesty International 2017, p. 28, et Union européenne, Direction générale des politiques externes, [Human rights in Belarus: The EU's role since 2016](#), PE 603.870, juin 2018, p. 38 (note 152).

lieu, soit deux fois plus au total qu'en 2017 – et au moins deux condamnations à mort ont été prononcées (Viachaslau Sucharka et Aliaksandr Zylnikau)²³⁰. En 2019, deux exécutions au moins ont eu lieu (Aliaksandr Zylnikau²³¹ et Alyaksandr Asipovich) et trois personnes au moins ont été condamnées à mort (Aliaksandr Asipovich, Viktor Paulau et Viktor Serhil)²³². Il convient de rappeler que, comme les chiffres sur l'application de la peine de mort sont classés secret d'État, ces données correspondent à des estimations minimales et les chiffres réels peuvent être plus élevés. Le nombre exact des personnes condamnées à mort et/ou exécutées au Bélarus ne sont pas connus ; le ministère bélarusse de la Justice a estimé que 245 personnes avaient été condamnées à mort entre 1994 et 2014, tandis que des ONG de défense des droits humains ont affirmé qu'au moins 400 personnes avaient été exécutées depuis 1991 (année de l'accession du pays à l'indépendance)²³³. S'agissant de 2020, aucune nouvelle exécution n'a été signalée, mais au moins trois condamnations à mort ont été prononcées (celles des frères Stanislav et Ilya Kostev, âgés de 19 et 21 ans, en janvier et de Viktor Skrundzik en mars²³⁴). Selon la Coalition mondiale contre la peine de mort, les condamnés à mort sont actuellement au nombre de quatre²³⁵. En janvier 2021, le tribunal régional de Minsk a confirmé la peine de mort pour Viktor Skrundzik après un nouveau procès ordonné par la Cour suprême²³⁶. Dans ma déclaration du 20 janvier 2021, j'ai exprimé ma grande déception à l'égard de cette décision²³⁷. On peut toutefois constater une évolution positive : l'octroi d'une grâce à Ilya et Stanislav Kostev en mai 2021²³⁸. C'est la deuxième fois qu'une grâce est accordée en 30 ans²³⁹.

47. Les exécutions au Bélarus soulèvent de nombreuses inquiétudes au regard de deux pratiques contraires au droit international. En premier lieu, au cours des dernières années, plusieurs condamnations exécutées en secret ont été révélées. En effet, les autorités bélarusses exécutent les condamnés à mort sans les prévenir à l'avance, sans prévenir leur proches ni leur avocat. De plus, les familles n'ont pas la possibilité de récupérer le corps de leur proche ni même de connaître l'endroit où il est inhumé. Par exemple, le 8 mai 2014, le tribunal régional de Mahilioŭ a annoncé que Rygor louzeptchouk²⁴⁰ avait été exécuté au Bélarus, sans préciser la date de son exécution ni le lieu d'inhumation de son corps. Autre exemple, celui du susmentionné Sjarheï Vostrykaou, exécuté en avril 2017 : sa mère n'a été informée de son décès par le tribunal régional de Homel qu'au début du mois de mai 2017. Selon l'article 175 du Code d'exécution des peines, le gouvernement est autorisé à ne pas restituer aux familles les corps des personnes exécutées et à ne pas révéler l'endroit où ils sont inhumés²⁴¹. En juin 2019, l'avocat d'Aliaksandr Zylnikau n'a pas été informé de l'exécution de son client²⁴². On peut citer comme autre exemple celui de Viktor Pavlov, qui a cessé d'envoyer des lettres à sa sœur en mai 2021. Lorsqu'elle a tenté de lui rendre visite dans le centre de détention provisoire, on lui a dit qu'il ne s'y trouvait pas²⁴³. En l'absence de confirmation officielle, il y a de forts soupçons que M. Pavlov a été secrètement exécuté. Il est également probable que Viktor Skrundzik a subi le même sort : le 5 septembre 2021, une chaîne de télévision publique a diffusé une vidéo disant « Aujourd'hui, il a 30 ans. Il pourrait avoir 30 ans. Première peine de mort en 2021 »²⁴⁴.

48. En deuxième lieu, de nombreuses condamnations à mort sont prononcées à l'issue de procès non équitables au cours desquels la preuve de la culpabilité des condamnés est apportée sous forme « d'aveux » formulés à la suite d'actes de torture ou en l'absence de tout défenseur²⁴⁵. Les autorités bélarusses n'hésitent pas à exécuter en secret des condamnés à mort dont l'affaire est en cours d'examen devant le Comité des droits de l'homme. En 2010 et 2011, Andrei Zhuk et Vasily Yuzepchuk, ainsi que Oleg Grishkovtsov et Andrei Burdyko, dont les affaires étaient en cours d'examen par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies,

²³⁰ Amnesty International [2018](#), pp. 29-30.

²³¹ Voir la déclaration de mon prédécesseur, du 17 juin 2019. Selon Amnesty International, Viachaslau Sucharko aurait également été exécuté au même moment ; Amnesty International 2019, p. 32.

²³² Amnesty International 2019, p. 53.

²³³ [Yet again: EU calls on Belarus to abolish death penalty](#), Belsat, 10 octobre 2019.

²³⁴ Amnesty International 2020, p. 34.

²³⁵ Au 22 novembre 2021.

²³⁶ [Belarus Issues First Death Sentence This Year](#), BW Business world, 15 janvier 2021.

²³⁷ Voir ma déclaration du [20 janvier 2021](#).

²³⁸ [Lukashenko pardons 2 brothers sentenced to death](#), HandsOFFcain Info, 30 avril 2021.

²³⁹ Voir ma déclaration du [4 mai 2021](#).

²⁴⁰ Autres orthographes : Ryhor Yuzepchyk ou Yuzepchuk.

²⁴¹ Amnesty International, [Condamnations à mort et exécutions en 2013](#), p.28.

²⁴² <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR4905352019ENGLISH.pdf>

²⁴³ [A secret execution could have been carried out in Belarus](#), World Today news, 17 juin 2021.

²⁴⁴ [Abolition of the death penalty in Belarus: is it fake?](#), Deutsche Welle, 14 septembre 2021.

²⁴⁵ Amnesty International [2013](#), p. 29. Voir aussi l'affaire très controversée des exécutions de Dimitri Konovalov et Vadislav Kovalev le 18 mars 2012, condamnés et exécutés après une enquête bâclée, une absence apparente de mobile chez les condamnés et le manque total de preuves matérielles. [Vives critiques après l'exécution de deux condamnés en Biélorussie](#), Le Monde, 19 mars 2012.

ont été exécutés alors qu'ils se plaignaient d'avoir fait l'objet de torture et de n'avoir pas bénéficié d'un procès équitable. En avril 2014, le Bélarus a exécuté Pavel Selyun, 23 ans, qui avait été condamné à mort en juin 2013. Le Comité des droits de l'homme examinait à ce moment-là le cas de Pavel Selyun et avait demandé aux autorités biélorusses de surseoir à l'exécution dans l'attente de ses conclusions, mesure que le Bélarus n'a délibérément pas respectée²⁴⁶. En novembre 2014, Alyksandr Haryunou, 25 ans, a été exécuté bien que ce dernier ait déposé un recours devant le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies alléguant ne pas avoir bénéficié d'un procès équitable. Le Comité avait alors appelé les autorités du Bélarus à accorder un sursis au condamné jusqu'à ce qu'il finisse d'examiner son recours²⁴⁷. En 2016, Syarhei Ivanou, Hyanadz Yakavitski et Syarhei Khmialeuski ont été exécutés malgré le fait que le Comité des droits de l'homme des Nations Unies avait demandé aux autorités de ne pas procéder à l'exécution pendant l'examen de l'affaire²⁴⁸. Aliaksei Mikhaleunya, condamné à mort en 2017, a été exécuté en mai 2018 – et Alyksandr Zhylnikay en juin 2019 – malgré que l'ONU ait demandé des mesures provisoires²⁴⁹. Dans son rapport publié en avril 2017, M. Miklós Haraszti, alors Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, a souligné que les condamnations à la peine capitale dans ce pays étaient contestables en raison du non-respect des garanties en matière de procès équitable et du manque d'indépendance de la justice ; il a également ajouté que « le secret entourant les exécutions et le fait qu'aucun détail sur les exécutions ou les lieux de sépulture ne soient donnés aux familles s'apparentent aussi à des actes de torture »²⁵⁰. L'actuelle Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Mme Anaïs Marin, a également jugé que la pratique consistant à ne pas informer les proches des circonstances de la mort d'une personne constituait un traitement inhumain, incompatible avec l'article 7 du PIDCP²⁵¹.

49. L'Assemblée a déjà eu l'occasion de faire part de sa vive inquiétude au sujet des exécutions et des condamnations à mort au Bélarus et de la manière dont elles ont lieu, au moyen notamment de sa Résolution 1857 (2012) et de sa Résolution 2172 (2017)²⁵². Dans cette dernière, elle a appelé les autorités à mettre en place un moratoire en droit sur la peine mort et les exécutions, afin d'abolir la peine capitale. Vu l'absence d'un tel moratoire et d'autres progrès, elle s'est prononcée contre le rétablissement du statut d'invité spécial du Parlement biélorusse²⁵³. Récemment, dans sa Résolution 2372 (2021) « Les violations des droits de l'homme au Bélarus nécessitent une enquête internationale », adoptée en avril 2021, l'Assemblée a une nouvelle fois appelé les autorités biélorusses à abolir la peine de mort dès que possible, en commençant par un moratoire²⁵⁴. En octobre 2017, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a réitéré sa demande faite aux autorités du Bélarus d'instaurer sans délai un moratoire officiel sur les exécutions et de commuer toutes les peines capitales prononcées²⁵⁵. En novembre 2017, dans sa réponse à la Recommandation 2107 (2017) de l'Assemblée sur la situation au Bélarus, il a une nouvelle fois déploré le fait que les autorités de ce pays continuent de procéder à des exécutions capitales²⁵⁶. En juillet 2019, le Comité des Ministres a adopté le Plan d'action 2019-2021 du Conseil de l'Europe, un programme stratégique contenant plusieurs approches pour mettre la législation, les institutions et les pratiques du Bélarus en conformité avec les normes européennes. Dans ce plan, le Conseil de l'Europe et les autorités biélorusses sont convenus d'entretenir conjointement le dialogue sur la peine de mort par le biais de programmes de coopération²⁵⁷. En outre, la situation au Bélarus est suivie de près par l'Union européenne, qui condamne régulièrement les nouvelles exécutions et condamnations à mort. Du côté des Nations Unies, les Rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme au Bélarus ont contribué au suivi de l'évolution de la situation, ont formulé des recommandations, ont aidé le gouvernement biélorusse à respecter ses obligations internationales en matière de protection des droits de l'homme et ont soumis des rapports annuels au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale

²⁴⁶ Amnesty International, [Death sentences and executions in 2014](#), p. 42.

²⁴⁷ *Ibid*, p. 42.

²⁴⁸ Amnesty International, [Condamnations à mort et exécutions en 2016](#), p. 28.

²⁴⁹ Direction générale des politiques externes de l'Union, Human rights in Belarus: The EU's role since 2016, PE 603.870, juin 2018, p. 38, et Amnesty International 2019, p. 32.

²⁵⁰ Nations Unies, Conseil des droits de l'homme, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, A/HRC/35/40, 21 avril 2017, paragraphe 103.

²⁵¹ ONU, A/HRC/41/52, *op. cit.*, para. 22.

²⁵² [Résolution 1857 \(2012\)](#), « La situation au Belarus », 25 janvier 2012 et [Résolution 2172 \(2017\)](#) sur le même sujet, adoptée le 27 juin 2017.

²⁵³ Paragraphes 5.4.2. et 8 de la [Résolution 2172 \(2017\)](#).

²⁵⁴ Adoptée par l'Assemblée le 21 avril 2021, paragraphe 11.1.10. Voir le rapport de cette commission, rapporteure : Mme Alexandra Louis (France, ADLE), Doc. 15256.

²⁵⁵ Comité des Ministres, Décision sur l'abolition de la peine de mort, adoptée lors de la 1298^e réunion, CM/Del/Dec(2017)1298/4.1, 25 octobre 2017, paragraphe 8.

²⁵⁶ [Doc. 14446](#), Réponse à la [Recommandation 2107 \(2017\)](#) de l'Assemblée, adoptée à la 1301^e réunion des Délégués des Ministres, 29 novembre 2017.

²⁵⁷ Plan d'Action du Conseil de l'Europe pour le Bélarus 2019-2021, p. 2.

des Nations Unies. Dans le cadre de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, les autorités se sont engagées à mettre en œuvre certaines recommandations, notamment à mener des campagnes d'information qui présentent les arguments en faveur de l'abolition de la peine capitale et d'envisager de mettre en place un moratoire sur les exécutions²⁵⁸. Malheureusement, comme le Maroc, le Bélarus s'est abstenu au vote de la dernière résolution des Nations Unies relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort²⁵⁹.

50. En mai 2017, un groupe de travail sur les questions liées à la peine de mort (désormais officiellement baptisé Groupe de travail sur l'étude de la question de l'abolition de la peine de mort) a été créé au sein du Parlement bélarusse²⁶⁰. Il étudie avec plusieurs experts internationaux, notamment du Royaume-Uni, la question de l'abolition et a organisé des tables rondes sur ses aspects juridiques, en collaboration avec le Conseil de l'Europe²⁶¹. Le 27 août 2019, mon prédécesseur, M. Corlatean, a participé à une conférence organisée à Minsk par l'Assemblée nationale du Bélarus, en liaison avec la Direction générale des droits de l'homme et de l'État de droit du Conseil de l'Europe (DG 1). Lors de sa réunion du 1^{er} octobre 2019, la commission s'est en outre entretenue avec M. Maxim Misko, vice-président de la commission permanente des questions juridiques de la Chambre des représentants du Bélarus, qui a indiqué que les autorités procédaient à de nouvelles études pour déterminer le moyen d'infléchir l'opinion publique au sujet de l'abolition de la peine de mort, avant de procéder à un nouveau référendum. Les autorités devraient revenir sur leur position officielle, selon laquelle la peine de mort doit être maintenue jusqu'à ce qu'une majorité de la population soit favorable à son abolition. En juin 2021, Alexandre Loukachenko a signé des actes portant modification du Code pénal, qui n'ont apporté aucun changement en ce qui concerne la peine de mort²⁶². Récemment, après que le chef du Conseil constitutionnel eut estimé qu'il fallait plus d'études sociales avant d'organiser un référendum sur l'abolition de la peine de mort²⁶³, M. Loukachenko a déclaré que la question de la peine de mort pourrait être examinée à l'avenir, à la suite d'un référendum à ce sujet²⁶⁴.

51. Dans mes déclarations concernant le Bélarus, j'ai condamné la situation actuelle et j'ai répété qu'il fallait que le pays abolisse la peine de mort et décrète un moratoire sur les exécutions au plus tôt. Des mesures concrètes sont nécessaires, car l'application persistante de la peine de mort est la raison pour laquelle le Bélarus n'est pas un État partie du Conseil de l'Europe, et un moratoire sur la peine capitale permettrait d'améliorer les relations entre ce pays et notre Organisation. Cette question doit rester une priorité dans les travaux actuels de l'Assemblée. Je voudrais exprimer l'espoir que la question de l'abolition de la peine de mort dans ce pays sera examinée dans le cadre des discussions constitutionnelles en cours.

4. Conclusion

52. Globalement, l'application de la peine de mort tend à reculer à l'échelle mondiale. Cette tendance abolitionniste est encore plus marquée en Europe, sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, et aussi dans les pays voisins, mais il reste encore du chemin à faire. Malgré les abolitions et les moratoires, certaines voix s'élèvent encore au sein des États membres du Conseil de l'Europe en faveur d'un rétablissement de la peine capitale. C'est par exemple le cas en Russie (voir plus haut), mais aussi dans d'autres pays. En France, plusieurs propositions de loi visant à rétablir la peine capitale ont été déposées par des membres du Parlement ; la dernière date de 2004²⁶⁵. Après les attentats de janvier 2015, la présidente du Front National, Marine Le Pen, a publiquement déclaré qu'elle était en faveur d'un « référendum sur la peine de mort en France »²⁶⁶. Récemment, un candidat à la prochaine élection présidentielle, le journaliste Éric Zemmour, a déclaré « Je ne pense pas qu'on ait bien fait d'abolir la peine de mort »²⁶⁷. Selon un sondage de 2020, 55 % des Français sont favorables au rétablissement de la peine de mort²⁶⁸. Néanmoins, le 6 octobre 2021, l'Assemblée nationale a tenu une conférence de haut niveau pour célébrer le 20^e anniversaire de l'abolition de la peine de mort en France. À cette occasion, le Président Emmanuel Macron a annoncé qu'il donnerait un

²⁵⁸ A/HRC/30/3 du 13 juillet 2015, paragraphe 11 et A/HRC/30/3/Add.1 du 30 juillet 2015.

²⁵⁹ Amnesty International 2020, p. 62.

²⁶⁰ DD(2019)1222, 30 octobre 2019 et *Nine members of National Assembly join new-look working group on issue of death penalty*, Belapan, 31 janvier 2020.

²⁶¹ Voir par exemple l'article <https://www.coe.int/en/web/national-implementation/-/abolition-of-death-penalty-discussed-in-minsk>.

²⁶² *Belarus's Lukashenka Endorses 'Anti-Extremist' Amendments To Criminal Code* (rferl.org), 8 juin 2021.

²⁶³ *It is suggested to hold a separate referendum on the death penalty in Belarus*, Belta, 28 septembre 2021.

²⁶⁴ *Lukashenko has agreed to consider the abolition of the death penalty on referendum*, Meduza, 28 septembre 2021.

²⁶⁵ <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/peinedemort/retablissement.asp>, consulté le 2 août 2018.

²⁶⁶ *'Charlie Hebdo': Marine Le Pen pour un référendum sur la peine de mort*, Le Point, 8 janvier 2015.

²⁶⁷ *Présidentielle 2022 : Eric Zemmour « philosophiquement » pour la peine de mort*, Le Parisien, 15 septembre 2021.

²⁶⁸ A. Feertchak, *Est-il juridiquement possible de rétablir la peine de mort ?*, Le Figaro, 16 septembre 2020.

degré de priorité élevé à cette question lors de la prochaine présidence française de l'Union européenne²⁶⁹. En Hongrie, le Premier ministre Victor Orban a exprimé publiquement son avis sur le rétablissement de la peine capitale en 2015²⁷⁰ et certains responsables politiques cherchent encore à ouvrir un débat sur cette question²⁷¹. En Turquie, la situation après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 et les annonces faites par le Président Erdogan au sujet de l'organisation d'un référendum sur le rétablissement de la peine de mort sont source de préoccupation²⁷². La découverte en 2017 d'enfants qui avaient disparu et qui ont été retrouvés morts a relancé le débat sur la peine de mort dans ce pays. Le Président Erdogan s'est déclaré favorable au rétablissement de la peine de mort pour les crimes terroristes. En juillet 2018, il s'est entendu avec Devlet Bahçeli, dirigeant du Parti du Mouvement Nationaliste (MHP), soutenant le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, sur l'idée de modifier la législation pénale en vue de prévoir la possibilité de prononcer la peine capitale pour les auteurs de crimes terroristes et de crimes graves commis contre des enfants et des femmes²⁷³. En septembre 2020, le président du Parlement, Mustafa Şentop, s'est dit favorable au rétablissement de la peine de mort « de manière très limitée, pour certains crimes ». Il a cependant fait remarquer qu'il faudrait pour cela procéder à une réforme de la Constitution et à une évaluation de la compatibilité de l'éventuelle réforme avec les obligations internationales de la Turquie en matière de droits humains²⁷⁴.

53. Dans plusieurs déclarations, la commission des questions juridiques et des droits de l'homme²⁷⁵ et ses rapporteurs généraux ont rappelé que le rejet de la peine capitale était un principe fondamental de notre Organisation. L'Assemblée, qui a contribué à la suppression de la peine de mort sur tout le continent européen en subordonnant l'adhésion au Conseil de l'Europe à l'instauration d'un moratoire sur les exécutions et à l'engagement d'abolir ce châtiment, n'acceptera aucun recul sur cette question. Rétablir la peine de mort serait purement et simplement incompatible avec le maintien d'un État au sein du Conseil de l'Europe. Rappelons aussi qu'en janvier 2018, dans sa Recommandation 2123 (2018), « Renforcer la réglementation internationale interdisant le commerce des biens utilisés pour la torture et la peine de mort »²⁷⁶, l'Assemblée a appelé à l'interdiction du commerce des produits qui n'ont aucune autre utilité pratique que celle d'infliger la peine capitale ou la torture, et a invité les États membres du Conseil de l'Europe à appliquer l'approche retenue par l'Union européenne (voir les Règlements du Conseil de l'UE n° 1236/2005 et n° 2016/2134)²⁷⁷. Selon l'Assemblée, en vertu de leurs obligations juridiques en vigueur, les États membres « sont tenus de prendre des mesures effectives pour prévenir les activités exercées dans les limites de leur juridiction qui pourraient faciliter ou contribuer à la peine capitale, à la torture et aux peines ou traitements inhumains ou dégradants dans d'autres pays, notamment en réglementant de manière effective le commerce des biens susceptibles d'être utilisés à ces fins »²⁷⁸. Dans sa réponse à cette recommandation, le Comité des Ministres a réitéré son attachement à l'abolition de la peine capitale et s'est exprimé en faveur d'une réglementation internationale contre le commerce des biens utilisés pour la peine de mort et la torture²⁷⁹. À la suite des travaux menés par le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) en coopération avec la société civile, le Comité des Ministres a adopté, le 31 mars 2021, sa Recommandation CM/Rec(2021)2 aux États membres sur des mesures contre le commerce de biens utilisés pour la peine de mort, la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

54. Il convient aussi de noter une avancée importante au sein de l'Église catholique (le Saint-Siège a le statut d'observateur au Conseil de l'Europe) : le 2 août 2018, le Pape François a inscrit dans le Catéchisme

²⁶⁹ [As France Prepares to Assume Presidency of European Union, Emmanuel Macron Announces Initiative for Worldwide Abolition of Death Penalty](#), Death penalty Information Center, 11 octobre 2021.

²⁷⁰ Voir par exemple, http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/05/21/viktor-orban-peut-il-retablir-la-peine-de-mort-en-hongrie_4637096_4355770.html et <http://www.theguardian.com/world/2015/apr/30/eu-jean-claude-juncker-viktor-orban-hungary-death-penalty-return>.

²⁷¹ En février 2020, Laszlo Toroczkai, dirigeant du parti de droite Mi Hazánk (Notre Patrie) a demandé l'ouverture d'un débat sur la possibilité de rétablir la peine de mort ; *Hungary. Leader of Far-Right Party Calls for Public Debate on Possibility of Reinstating Death Penalty*, hungarytoday.hu, 3 février 2020.

²⁷² AFP, [Turquie: la France s'inquiète d'un référendum sur la peine de mort](#), *Le Point*, 17 avril 2017.

²⁷³ Mehmet Cetingulec, [Child tragedies reignite death penalty calls in Turkey](#), Al-Monitor, 17 juillet 2018 ; [Turkish leader in death penalty vow after bomb kills mother and baby](#), middleesteye.net, 2 août 2018 et [Turkish leaders agree to bring back death penalty](#), middleesteye.net, 29 août 2018

²⁷⁴ BIA News Desk, Istanbul, 4 septembre 2020, <http://bianet.org/english/politics/230302-parliamentary-speaker-announces-support-for-reintroduction-of-death-penalty>

²⁷⁵ Voir par exemple la déclaration de la commission du 10 octobre 2019.

²⁷⁶ Recommandation 2123 (2018), adoptée par l'Assemblée le 26 janvier 2018.

²⁷⁷ Voir le rapport de notre commission, rapporteur : M. Vusal Huseynov (Azerbaïdjan, PPE/DC), [Doc. 14454](#).

²⁷⁸ Paragraphe 3 de la Recommandation 2123 (2018).

²⁷⁹ [Doc. 14614](#) du 14 septembre 2018.

de l'Église catholique une opposition catégorique à la peine de mort, jugée « inadmissible ». Il souhaite désormais que l'Église s'engage « de façon déterminée » en vue de son abolition partout dans le monde²⁸⁰. Cette approche a été confirmée dans sa récente encyclique « Fratelli Tutti » parue le 3 octobre 2020²⁸¹. Le patriarche œcuménique Bartholomée de Constantinople, chef de l'Église orthodoxe orientale, s'est joint à l'Église catholique romaine pour déclarer que la peine de mort est fondamentalement incompatible avec les enseignements chrétiens.²⁸²

55. Pour conclure, le Conseil de l'Europe s'efforce de protéger les individus contre la peine de mort dans ses États membres et observateurs ainsi que dans les pays voisins ayant des statuts coopératifs tels que celui de « partenaire pour la démocratie ». L'Assemblée a toujours joué un rôle clé dans ce combat et elle doit le poursuivre, afin de protéger les valeurs que le Conseil de l'Europe a pour mission de faire respecter. Elle doit rester vigilante face à l'évolution de la situation dans certains États membres, compte tenu de certaines déclarations politiques qui préconisent le rétablissement de la peine de mort.

²⁸⁰ [Le pape inscrit dans le catéchisme une opposition catégorique à la peine de mort](#), Le Monde, 2 août 2018.

²⁸¹ [Vatican City | Pope Francis closes the door on the death penalty in 'Fratelli Tutti'](#), americamagazine.org, Staff, 4 octobre 2020.

²⁸² [Orthodox Church Patriarch Calls Death Penalty Incompatible with Christian Beliefs](#), Death Penalty Information Center, 26 octobre 2020.